



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI, Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 3 JUIN 1950

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, JUNE 3rd, 1950

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized, by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
26439 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rate, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
26439 — 1-52

Lettres patentes

Bouchard & Bourret Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize avril 1950, constituant en corporation: Ernest William Mockridge, gérant, de St-Lambert, William Patrick Creagh, commis, de Ville Mont-Royal, et Clifford George Meek, comptable, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeubles, de construction et de développement, sous le nom de "Bouchard & Bourret Ltée", avec un capital de \$500,000, divisé en 4,000 actions privilégiées de \$100 chacune et 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le treize avril 1950.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

27618-o

Letters Patent

Bouchard & Bourret Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of April, 1950, incorporating: Ernest William Mockridge, manager, of St-Lambert, William Patrick Creagh, clerk, of the Town of Mount Royal, and Clifford George Meek, accountant, of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, building and development company, under the name of "Bouchard & Bourret Ltée", with a capital stock of \$500,000 divided into 4,000 preferred shares of \$100 each and 1,000 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Drummondville, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of April, 1950.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

27618

Canadian Arts Renovation Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q., 1941, des lettres patentes, en date du cinq avril 1950, constituant en corporation: Jean Geoffrion, avocat, de la cité d'Outremont, Lorraine Séguin et Gisèle Dionne, sténographes, filles majeures, toutes deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de décorateurs, drapiers, marchands de bibelots et d'œuvres d'art, sous le nom de "Canadian Arts Renovation Incorporated", avec un capital de \$5,000 divisé en 100 actions de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq avril 1950.

L'Assistant-procureur général,
27618-o L. DÉSILETS.

Canasta Café Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze avril 1950, constituant en corporation: Louis-Philippe Gagnon, conseiller en Loi du Roi, Françoise Savard, secrétaire, et Marcel Landry, étudiant en droit, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurant et café, sous le nom de "Canasta Café Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 123 ouest, rue St-Jacques, ch. 322, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze avril 1950.

L'Assistant-procureur général,
27618-o L. DÉSILETS.

Continental Housing Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente et un mars 1950, constituant en corporation: Timothy Patrick Slaterry, conseil en loi du Roi, de Westmount, Laurent Edmond Bélanger, conseil en loi du Roi, de Mont-Royal, William Allen Grant, procureur, Kathleen Mackenzie, secrétaire, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal et Jeannette Bissonnette, secrétaire, fille majeure, de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie d'immeubles, d'améliorations et de placements, sous le nom de "Continental Housing Corporation".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 8,000 actions sans valeur nominale ou au pair et le montant du capital avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de quarante mille dollars (\$40,000).

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un mars 1950.

L'Assistant-procureur général,
27618 L. DÉSILETS.

Canadian Arts Renovation Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the fifth day of April, 1950, incorporating: Jean Geoffrion, advocate, of the city of Outremont, Lorraine Séguin and Gisèle Dionne, stenographers, spinsters, both of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as decorators, drapers, dealers in fancy goods and works of art, under the name of "Canadian Arts Renovation Incorporated", with a capital stock of \$5,000, divided into 100 shares of \$50 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of April, 1950.

L. DÉSILETS,
27618 Deputy Attorney General.

Canasta Café Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of April, 1950, incorporating: Louis-Philippe Gagnon, King's Counsel, Françoise Savard, secretary, and Marcel Landry, law student, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the restaurant and café business, under the name of "Canasta Café Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 132 St. James Street West, Room 322, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of April, 1950.

L. DÉSILETS,
27618 Deputy Attorney General.

Continental Housing Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of March, 1950, incorporating: Timothy Patrick Slaterry, King's Counsel, of Westmount, Laurent-Edmond Bélanger, King's Counsel, of Mount Royal, William Allen Grant, solicitor, Kathleen Mackenzie, secretary, spinster, both of the City of Montreal, and Jeannette Bissonnette, secretary, spinster, of the City of Outremont, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To act as a real estate, improvement and investment company, under the name of "Continental Housing Corporation".

The capital stock of the company is divided into 8,000 shares having no nominal nor par value and the amount of the capital stock with which the company will commence its operations will be forty thousand dollars (\$40,000).

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of March, 1950.

L. DÉSILETS,
27618-o Deputy Attorney General.

Cowansville Building Supplies, Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente mars 1950, constituant en corporation: Wilmer Douglas Smith, Sidney Douglas Smith, marchands et Edna Jean Craigie, commis, fille majeure, tous de la ville de Cowansville, district judiciaire de Bedford, pour les objets suivants:

Faire le commerce de matériaux de construction d'aucune et toute sorte, sous le nom de "Cowansville Building Supplies, Ltd.", avec un capital de \$100,000 divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la ville de Cowansville, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le trente mars 1950.

L'Assistant-procureur général,
27618 L. DÉSILETS,

Cowansville Building Supplies, Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of March, 1950, incorporating: Wilmer Douglas Smith, Sidney Douglas Smith, merchants, and Edna Jean Craigie, clerk, spinster, all of the Town of Cowansville, in the Judicial District of Bedford, for the following purposes:

To trade in building materials of any and every kind, under the name of "Cowansville Building Supplies, Ltd.", with a capital stock of \$100,000, divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at the Town of Cowansville, in the Judicial District of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of March, 1950.

L. DÉSILETS,
27618-o Deputy Attorney General.

Drive Yourself Ste-Foy Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize avril 1950, constituant en corporation: Joseph-Aimé Dagnault, comptable, Lauriette Chabot, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Joseph-Aimé Dagnault et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Fernand Dagnault, cultivateur, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce de location d'automobiles communément appelé "Drive Yourself", ainsi que le commerce de garagiste, sous le nom de "Drive Yourself Ste-Foy Inc.", avec un capital de \$20,000 divisé en 2,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 3,000 chemin Ste-Foy, Ste-Foy, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le treize avril 1950.

L'Assistant-procureur général,
27618-o L. DÉSILETS.

Drive Yourself Ste-Foy Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of April, 1950, incorporating: Joseph Aimé Dagnault, accountant, Lauriette Chabot, housewife, wife separate as to property by marriage contract of Joseph Aimé Dagnault and duly authorized by him for the purposes hereof, and Fernand Dagnault, farmer, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of renting automobiles commonly known as "Drive Yourself", and also the business of garage keeper, under the name of "Drive Yourself Ste-Foy Inc.", with a Capital stock of \$20,000 divided into 2,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 3000 Ste-Foy Road, Ste-Foy, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of April, 1950.

L. DÉSILETS,
27618 Deputy Attorney General.

Duskes Hardware, Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorze avril 1950, constituant en corporation: Harry Duskes, marchand, Shirley Glasser, épouse séparée de biens de Harry Duskes, Louis Glazer, avocat, tous de la cité d'Outremont, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de quincaillerie, sous le nom de "Duskes Hardware, Incorporated", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ville St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze avril 1950.

L'Assistant-procureur général,
27618 L. DÉSILETS.

Duskes Hardware, Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of April, 1950, incorporating: Harry Duskes, merchant, Shirley Glasser, wife separate as to property of Harry Duskes, Louis Glazer, advocate, all of the City of Outremont, Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in hardware, under the name of "Duskes Hardware, Incorporated", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Ville St. Laurent, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of April, 1950.

L. DÉSILETS,
27618-o Deputy Attorney General.

Gumbo Café Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du quatorze avril 1950, constituant en corporation: Dame Clémence Perron Warnicker, veuve non-remariée de feu Frank Warnicker, secrétaire, Albert Lunghi et René Bigué, commis, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un restaurant et café, sous le nom de "Gumbo Café Limited", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze avril 1950.

L'Assistant-procureur général,
27618 L. DÉSILETS.

Gumbo Café Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fourteenth day of April, 1950, incorporating: Dame Clémence Perron Warnicker, unremarried widow of the late Frank Warnicker — secretary, Albert Lunghi and René Bigué, clerks, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To operate a restaurant and cafe, under the name of "Gumbo Café Limited", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100, each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of April, 1950.

L. DÉSILETS,
27618-o Deputy Attorney General.

Jerry Motor Sales Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois avril 1950, constituant en corporation: Jerry Veillette, agent de transport, Joseph-Arthur Brassard, gérafit, Maurice Veillette, camionneur, Désiré Chabot, huissier, et André Veillette, camionneur, tous de Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de véhicules et machines, sous le nom de "Jerry Motor Sales Limited", avec un capital de \$50,000 divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le trois avril 1950.

L'Assistant-procureur général,
27618-o L. DÉSILETS.

Jerry Motor Sales Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of April, 1950, incorporating: Jerry Veillette, transport agent, Joseph-Arthur Brassard, manager, Maurice Veillette, truckman, Désiré Chabot, bailiff, and André Veillette, truckman, all of Val d'Or, judicial district of Abitibi, for the following purposes:

To manufacture and deal in vehicles and machines, under the name of "Jerry Motor Sales Limited", with a capital stock of \$50,000 divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Val d'Or, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of April, 1950.

L. DÉSILETS,
27618 Deputy Attorney General.

Koolmaster Company of Canada Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douze avril 1950, constituant en corporation: Raymond-D. Boivin, David H. Minshall et Pat Rible, marchands, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de quincaillerie, machinerie et articles en fer, acier, métal, bois ou autres matériaux, sous le nom de "Koolmaster Company of Canada Limited".

Le capital de la compagnie est divisé en 100 actions sans valeur nominale ou au pair et la compagnie commencera ses opération avec \$500.

Le siège social de la compagnie sera à Lachute, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le douze avril 1950.

L'Assistant-procureur général,
27618 L. DÉSILETS.

Koolmaster Company of Canada Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of April, 1950, incorporating: Raymond-D. Boivin, David H. Minshall and Pat Rible, merchants, of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in hardware, machinery and articles of iron, steel, metal, wood or other materials, under the name of "Koolmaster Company of Canada Limited".

The capital stock of the company is divided into 100 shares having no nominal or par value and the company will start its operations with \$500.

The head office of the Company will be at Lachute, in the Judicial District of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General this twelfth day of April, 1950.

L. DÉSILETS,
27618-o Deputy Attorney General.

La Librairie Variétés Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

La Librairie Variétés Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre avril 1950, constituant en corporation: André Dussault, Henri-Paul Péladeau, éditeurs, de la cité d'Outremont, et Marie-Marthe Dupont, sténographe, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de librairie, sous le nom de "La Librairie Variétés Limitée", avec un capital de \$49,900 divisé en 499 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre avril 1950.

L'Assistant-procureur général,
27618-o L. DÉSILETS.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of April, 1950, incorporating: André Dussault, Henri Paul Péladeau, editors, of the city of Outremont, and Marie-Marthe Dupont, stenographer, of the city of Montreal, all of the judicial district of Montréal, for the following purposes:

To carry on business as stationers, under the name of "La Librairie Variétés Limitée", with a capital stock of \$49,900, divided into 499 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of April, 1950.

L. DÉSILETS,
27618 Deputy Attorney General.

La Manécanterie des Petits Chanteurs à la Croix de Bois de Québec, Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt avril 1950, constituant en corporation sans capital-actions: M. l'abbé Joseph de Smet, prêtre, maître de Chapelle à la Cathédrale de Québec, Louis Fortin et Jean-Paul Parent, avocats, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Procurer à ses membres des avantages matériels, moraux et intellectuels et développer chez eux le goût de la bonne et belle musique, sous le nom de "La Manécanterie des Petits Chanteurs à la Croix de Bois de Québec, Inc."

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$25,000.

Le siège social de la corporation sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-avril 1950.

L'Assistant-procureur général,
27618-o L. DÉSILETS.

La Manécanterie des Petits Chanteurs à la Croix de Bois de Québec, Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of April, 1950, to incorporate as a corporation without share capital: the Rev. abbé Joseph de Smet, priest, Choir Master of the Cathedral of Quebec, Louis Fortin and Jean Paul Parent, advocates, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To provide its members with material, moral and intellectual advantages and develop, amongst them, the taste for good and choice music, under the name of "La Manécanterie des Petits Chanteurs à la Croix de Bois de Québec, Inc."

The amount to which the annual revenue from the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$25,000.

The head office of the corporation will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of April, 1950.

L. DÉSILETS,
27618 Deputy Attorney General.

Laurentian Food Products Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente mars 1950, constituant en corporation: Henri Crépeau, avocat et conseil en loi du Roi, J.-Wilfrid Lucas, marchand et Françoise Gagnon, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de produits alimentaires, sous le nom de "Laurentian Food Products Ltd.", avec un capital de \$1,000,000 divisé en 100,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$5 chacune et en 5,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 360 ouest, rue Craig, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente mars 1950.

L'Assistant-procureur général,
27618 L. DÉSILETS.

Laurentian Food Products Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of March, 1950, incorporating: Henri Crépeau, advocate and King's Counsel, J.-Wilfrid Lucas, merchant, and Françoise Gagnon, secretary, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in food products, under the name of "Laurentian Food Products Ltd.", with a capital stock of \$1,000,000, divided into 100,000 common shares of a par value of \$5. each and 5,000 preferred shares of a par value of \$100. each.

The head office of the Company will be at 360 Craig St., West, Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this thirtieth day of March, 1950.

L. DÉSILETS,
27618-o Deputy Attorney General.

Le Cercle Sportif Longueuil Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouver-

Le Cercle Sportif Longueuil Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

neur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq avril 1950, constituant en corporation sans capital-actions: Louis Lespérance, employé civil, Cyprien Sainte-Marie, épiciier-boucher, et Léopold Potvin, contracteur-électricien, tous de Longueuil, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Organiser et maintenir en existence des terrains de jeux pour enfants, sous le nom de "Le Cercle Sportif Longueuil Inc."

Les pouvoirs accordés ne permettent pas les jeux à l'argent, les jeux de hasard, les jeux mixtes de hasard et d'habileté, les paris illégaux, et n'autorisent pas non plus la corporation à demander, obtenir ou exploiter un permis octroyé par la Commission des Liqueurs de Québec.

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$25,000.

Le siège social de la corporation sera à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le cinq avril 1950.

L'Assistant-procureur général,
27618-0 L. DÉSILETS.

Province of Quebec, bearing date the fifth day of April, 1950, to incorporate as a corporation without share capital: Louis Lespérance, civil servant, Cyprien Ste-Marie, grocer-butcher, and Léopold Potvin, electrical contractor, all of Longueuil, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To organize and maintain in existence playgrounds for children, under the name of "Le Cercle Sportif Longueuil Inc."

The powers conferred to not permit gambling, games of chance, games of chance and skill mixed, illegal betting, nor do they authorize the corporation to apply for, obtain or operate a licence granted by the Quebec Liquor Commission.

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$25,000.

The head office of the corporation will be at Longueuil, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of April, 1950.

L. DÉSILETS,
27168 Deputy Attorney General.

Le Chauffage Moderne Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre avril 1950, constituant en corporation: P.-Ernest Beauchemin, avocat, Marguerite Beauchemin et Gaétane Tremblay, secrétaires, tous des cité et district judiciaire de Roberval, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs en électricité, chauffage et plomberie, sous le nom de "Le Chauffage Moderne Limitée", avec un capital de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Félicien, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre avril 1950.

L'Assistant-procureur général,
27618-0 L. DÉSILETS.

Le Chauffage Moderne Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of April, 1950, incorporating: P. Ernest Beauchemin, advocate, Marguerite Beauchemin and Gaétane Tremblay, secretaries, all of the city and judicial district of Roberval, for the following purposes:

To carry on business as contractors, for electricity, heating and plumbing, under the name of "Le Chauffage Moderne Limitée", with a capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at St-Félicien, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of April 1950.

L. DÉSILETS,
27618 Deputy Attorney General.

Les Biscuits du Lac, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre mars 1950, constituant en corporation: Dame Amélia Gagné, rentière, veuve de feu Ephrem Tremblay, Hector Tremblay, commerçant, et Dame Graziella Côté, épouse contractuellement séparée de biens dudit Hector Tremblay, tous de Ste-Croix, district judiciaire de Roberval, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de la pâtisserie, sous le nom de "Les Biscuits du Lac, Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$50, chacune et en 300 actions privilégiées de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Croix, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre mars 1950.

L'Assistant-procureur général,
27618-0 L. DÉSILETS.

Les Biscuits du Lac, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of March, 1950, incorporating: Dame Amelia Gagné annuitant, widow of the late Ephrem Tremblay, Hector Tremblay, trader, and Dame Graziella Côté, wife separate as to property by marriage contract, of said Hector Tremblay, all of Ste-Croix, judicial district of Roberval, for the following purposes:

To carry on the trade and business of pastry-cooks, under the name of "Les Biscuits du Lac, Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$50 each, and 300 preferred shares of \$50 each.

The head office of the company will be at Ste-Croix, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of March, 1950.

L. DÉSILETS,
27618 Deputy Attorney General.

**L'Oeuvre des Terrains de Jeux de
Mackayville Incorporée**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un mars 1950, constituant en corporation sans capital-actions: Georges Prevost, finisseur de ciment, Alphonse Larivière, mécanicien, et Henri Schinck, maçon, tous de Mackayville, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir et encourager le sport, sous le nom de "L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Mackayville Incorporée".

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à Mackayville, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le trente et un mars 1950.

L'Assistant-procureur général,
27618-o L. DÉSILETS.

**L'Oeuvre des Terrains de Jeux de
Mackayville Incorporée**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of March, 1950, to incorporate as a corporation without share capital: Georges Prevost, cement finisher, Alphonse Larivière, mechanic, and Henri Schinck, mason, all of Mackayville, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To promote and encourage sport, under the name of "L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Mackayville Incorporée".

The amount to which the annual revenue of the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at Mackayville, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of March, 1950.

L. DÉSILETS,
27618 Deputy Attorney General.

Mont-Royal Radio Taxi Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du dix-neuf avril 1950, constituant en corporation: Jean-Jacques Lefavre, chauffeur de taxi, Jacques Beauchamp et Jean-Paul Massicotte, avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'auto-taxi, camion omnibus, ligne d'autobus, sous le nom de "Mont-Royal Radio Taxi Limited", avec un capital de \$25,000 divisé en 1,000 actions de \$25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le dix-neuf avril 1950.

L'Assistant-procureur général,
27618-o L. DÉSILETS.

Mont-Royal Radio Taxi Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the nineteenth day of April, 1950, incorporating: Jean-Jacques Lefavre, taxi-driver, Jacques Beauchamp and Jean-Paul Massicotte, advocates, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the following businesses: auto-taxi, trucks, omnibus, autobus lines, under the name of "Mont-Royal Radio Taxi Limited", with a capital stock of \$25,000, divided into 1,000 shares of \$25 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of April, 1950.

L. DÉSILETS,
27618 Deputy Attorney General.

Processed Wood Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-trois mars 1950, constituant en corporation: Claire Taylor, Mariette St-Arnaud et Betty Pomerantz, secrétaires, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et autrement faire le négoce ou le commerce de bois et plastiques, sous le nom de "Processed Wood Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions privilégiées de \$100 chacune et en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Richelieu, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois mars 1950.

L'Assistant-procureur général,
27618 L. DÉSILETS.

Processed Wood Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of March, 1950, incorporating: Claire Taylor, Mariette St-Arnaud and Betty Pomerantz, secretaries, spinsters, all of the city and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and otherwise deal in or with wood and plastics, under the name of "Processed Wood Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 preferred shares of \$100 each, and 200 common shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Richelieu, Judicial District of St. Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of March, 1950.

L. DÉSILETS,
27618-o Deputy Attorney General.

Red Birds Ski Club

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treize avril 1950, constituant en corporation sans capital-actions: Alexander Gordon Yeoman, William Patrick Creagh, commis en loi et Cecil Bruce Cooke, sténographe, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter et administrer un club de ski, de sports d'hiver et d'athlétisme, sous le nom de "Red Birds Ski Club".

Pourvu qu'aucun des pouvoirs accordés au club n'autorise les jeux d'argent, les jeux de hasard et les jeux mixtes de hasard et d'habileté ni la vente d'aucune liqueur alcoolique.

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la compagnie peut posséder est de \$100,000.

Le siège social du club est situé au village de St-Sauveur-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le treize avril 1950.

L'Assistant-procureur général,
27618 L. DÉSILETS.

Red Birds Ski Club

Notice is hereby given that under the provisions of Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of April, 1950, incorporating without share capital: Alexander Gordon Yeoman, William Patrick Creagh, law clerks, and Cecil Bruce Cooke, stenographer, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To operate and manage a ski and winter sports and athletic club, under the name of "Red Birks Ski Club."

Provided that none of the powers granted to the Club shall authorize games of money, games of chance and games of mixed chance and skill, nor the sale of any alcoholic liquor.

The amount of immoveable property which the Club may hold is limited to \$100,000.

The head office of the club is in the Village of St-Sauveur-des-Monts, Judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of April, 1950.

L. DÉSILETS,
27618-o Deputy Attorney General.

Regent Apartments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huit mars 1950, constituant en corporation: Samuel Chait, Harry Lyon Aronovitch, avocats et Freda Pomerance, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une corporation de portefeuille et de placement, sous le nom de "Regent Apartments Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 50 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 350 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit mars 1950.

L'Assistant-procureur général,
27618 L. DÉSILETS.

Regent Apartments Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of March, 1950, incorporating: Samuel Chait, Harry Lyon Aronovitch, advocates, and Freda Pomerance, secretary, spinster, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To act as a holding and investment corporation, under the name of "Regent Apartments Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 50 common shares of the par value of \$100, each, and 350 preferred shares of the par value of \$100, each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of March, 1950.

L. DÉSILETS,
27618-o Deputy Attorney General.

Robinson Petroleum Products Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize avril 1950, constituant en corporation: Jacques Béique, avocat, de ville LaSalle, Gaétan Chabot, avocat, de ville St-Pierre, et Jacqueline Lapierre, secrétaire, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce du pétrole et de gaz naturel ou artificiel, sous le nom de "Robinson Petroleum Products Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Westmount, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize avril 1950.

L'Assistant-procureur général,
27618-o L. DÉSILETS.

Robinson Petroleum Products Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of April, 1950, incorporating: Jacques Béique, advocate of the town of LaSalle, Gaétan Chabot, advocate, of the town of St-Pierre, and Jacqueline Lapierre, secretary, of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in petroleum and natural or artificial gas, under the name of "Robinson Petroleum Products Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Westmount, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of April, 1950.

L. DÉSILETS,
27618 Deputy Attorney General.

Royal Flooring Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois avril 1950 constituant en corporation: Donat Lacoursière, Gérard Lacoursière et Benoit Lacoursière, tous trois mécaniciens, du village de Princeville, district judiciaire d'Arthabaska, pour les objets suivants:

Agir comme entrepreneurs généraux et généralement faire le commerce de matériaux de construction, sous le nom de "Royal Flooring Company Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 800 actions de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Princeville, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le trois avril 1950.

L'Assistant-procureur général,
27618-o L. DÉSILETS.

Service Automatique Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre avril 1950, constituant en corporation: Robert Gagnon, Maurice Gagnon, commerçant, et Léon-Georges Gagnon, comptable agréé, tous des cité et district judiciaire de Chicoutimi pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises pouvant faire l'objet d'un commerce de restaurateur; d'appareils pouvant servir à la distribution des marchandises précitées et d'appareils récréatifs, sauf les appareils de jeu au sens de la loi concernant les appareils de jeu, sous le nom de "Service Automatique Ltée", avec un capital de \$20,000 divisé en 2,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre avril 1950.

L'Assistant-procureur général,
27618-o L. DÉSILETS.

Standard Welding Supplies Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douze avril 1950, constituant en corporation: Howard Salter Ross, conseil en loi du Roi, John Cerini, conseil en loi du Roi, Mildred Jones, fille majeure, David Gilbert et Egbert Earl Cockerton, avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fabriquer et faire le commerce d'outillages et accessoires de soudure de toutes sortes, sous le nom de "Standard Welding Supplies Ltd.", avec un capital de \$50,000 divisé en 5,000 actions d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze avril 1950.

L'Assistant-procureur général,
27618 L. DÉSILETS.

St. George Auto Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Royal Flooring Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of April, 1950, incorporating: Donat Lacoursière, Gérard Lacoursière and Benoit Lacoursière, all three mechanics, of the village of Princeville, judicial district of Arthabaska, for the following purposes:

To act as general contractors and deal generally in building materials, under the name of "Royal Flooring Company Limited", with a capital stock of \$40,000 divided into 800 shares of \$50 each.

The head office of the company will be at Princeville, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of April, 1950.

L. DÉSILETS,
27618 Deputy Attorney General.

Service Automatique Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of April, 1950, incorporating: Robert Gagnon, Maurice Gagnon, merchants, and Léon Georges Gagnon, chartered accountant, all of the city and judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To deal in merchandise connected with the restaurant business; devices suitable for the distribution of the aforesaid merchandise and amusement machines, with the exception of gaming machines in the sense of the law concerning gambling devices, under the name of "Service Automatique Ltée", with a capital stock of \$20,000 divided into 2,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of April, 1950.

L. DÉSILETS,
27618 Deputy Attorney General.

Standard Welding Supplies Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of April, 1950, incorporating: Howard Salter Ross, King's Counsel, John Cerini, King's Counsel, Mildred Jones, spinster, David Gilbert and Egbert Earl Cockerton, advocates, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing and dealing in welding equipment and supplies of all kinds, under the name of "Standard Welding Supplies Ltd.", with a capital stock of \$50,000, divided into 5,000 shares of a par value of \$10 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twelfth day of April, 1950.

L. DÉSILETS,
27618-o Deputy Attorney General.

St. George Auto Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre avril 1950, constituant en corporation: Jacques Godbout, comptable, J. Wilfrid Toulouse, vendeur, et Gérard Lessard, mécanicien, tous de Ville Saint-Georges, district judiciaire de Beauce, pour les objets suivants:

Faire le commerce en général de véhicules-moteurs et exploiter des garages, sous le nom de St. George Auto Ltd., avec un capital de \$30,000 divisé en 300 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ville St-Georges, district judiciaire de Beauce.

Daté du bureau du procureur général le quatre avril 1950.

L'Assistant-procureur général,
27618-o L. DÉSILETS.

**Théâtre Riviera, Limitée
Riviera Theatre, Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre avril 1950, constituant en corporation: Paul Gendron, gérant de théâtre, Marc-P. de Courval, comptable, et Ulderic-S. Allaire, propriétaire de théâtre, tous de Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska, pour les objets suivants:

Exploiter le commerce et l'entreprise de théâtre et lieux d'amusement, sous le nom de "Théâtre Riviera, Limitée"—"Riviera Theatre, Limited", avec un capital de \$80,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 600 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général le quatre avril 1950.

L'Assistant-procureur général,
27618-o L. DÉSILETS.

The Matamajaw Salmon Club, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huit avril 1950, constituant en corporation: James Laing Galloway Brown, assistant-secrétaire, de la cité de Montréal-Ouest, Philip Arthur Sargent, administrateur, de Hampstead et Edward Donald James Cameron, commis, de Ville St-Pierre, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Favoriser la santé et fournir une détente salubre aux actionnaires, à leurs amis et invités en pratiquant le sport de la pêche et de la chasse, sous le nom de "The Matamajaw Salmon Club, Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 40 actions de \$1,000 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit avril 1950.

L'Assistant-procureur général,
27618 L. DÉSILETS.

**The Orsmtown Medical Centre Properties
Association**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of April, 1950, incorporating: Jacques Godbout, accountant, J. Wilfrid Toulouse, salesman, and Gérard Lessard, mechanic, all of the Town of Saint-Georges, judicial district of Beauce, for the following purposes:

To deal in motor vehicles and operate garages, under the name of "St-George Auto Ltd.", with a capital stock of \$30,000 divided into 300 shares of \$100 each.

The head office of the company will be in the Town of St-Georges, judicial district of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of April, 1950.

L. DÉSILETS,
27618 Deputy Attorney General.

**Théâtre Riviera, Limitée
Riviera Theatre, Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of April, 1950, incorporating: Paul Gendron, theatre manager, Marc P. de Courval, accountant, and Uldéric S. Allaire, theatre owner, all of Victoriaville, judicial district of Arthabaska, for the following purposes:

To carry on and engage in the theatre business, and places of amusement, under the name of "Theâtre Riviera, Limitée"—"Riviera Theatre, Limited", with a capital stock of \$80,000, divided into 200 common shares of \$100 each, and 600 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Drummondville, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of April, 1950.

L. DÉSILETS,
27618 Deputy Attorney General.

The Matamajaw Salmon Club, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letter patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of April, 1950, incorporating: James Laing Galloway Brown, assistant secretary, of the City of Montreal West, Philip Arthur Sargent, Executive, of Hampstead, and Edward Donald James Cameron, clerk, of Ville St. Pierre, all of the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To promote the health of and furnish recreation to its shareholders, their friends and guests by the pursuits of fishing and hunting, under the name of "The Matamajaw Salmon Club, Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 40 shares of \$1,000 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this eighteenth day of April, 1950.

L. DÉSILETS,
27618-o Deputy Attorney General.

**The Orsmtown Medical Centre Properties
Association**

Notice is hereby given that under the provisions of Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bear-

date du onze avril 1950, constituant en corporation sans capital-actions: Murray Raymond Stalker, Gerald Lawrence Sutton, Charles Frederick Hyndman et John Alexander Davidson, tous médecins, du village d'Ormstown, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Établir une clinique dans le but de donner aux malades et affligés une meilleure aide et assistance, sous le nom de "The Ormstown Medical Centre Properties Association".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$300,000.

Le siège social de la corporation sera au village d'Ormstown, comté de Châteauguay, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze avril 1950.

L'Assistant-procureur général,
27618 L. DÉSILETS.

Thomas R. Fisher Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatre avril 1950, constituant en corporation: Donald Newton Byers, avocat, Errol Klock McDougall et Walter Austin Johnson, avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et faire le commerce d'obligations, débetures, titres, actions et autres valeurs, sous le nom de "Thomas R. Fisher Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre avril 1950.

L'Assistant-procureur général,
27618 L. DÉSILETS.

Vatel Sous-Vêtements Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze avril 1950, constituant en corporation: J.-Adrien Montreuil, manufacturier, Dame J.-Adrien Montreuil, ménagère, et Thérèse Lajoie, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de lingerie, sous le nom de "Vatel Sous-Vêtements Ltée", avec un capital de \$49,500 divisé en 350 actions ordinaires de \$100 chacune et 290 actions privilégiées de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le quatorze avril 1950.

L'Assistant-procureur général,
27618-o L. DÉSILETS.

ing date the eleventh day of April, 1950, incorporating without share capital: Murray Raymond Stalker, Gerald Lawrence Sutton, Charles Frederick Hyndman and John Alexander Davidson, all physicians, of the Village of Ormstown, Judicial district of Montreal, for the following purposes:

To provide a clinic for the purpose of giving better aid and assistance to the sick and afflicted, under the name of "The Ormstown Medical Centre Properties Association".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is limited to \$300,000.

The head office of the Corporation will be at the village of Ormstown, County of Chateauguay, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of April, 1950.

L. DÉSILETS,
27618-o Deputy Attorney General.

Thomas R. Fisher Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of April, 1950, incorporating: Donald Newton Byers, advocate, Errol Klock McDougall and Walter Austin Johnson, advocates, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate company and deal in bonds, debentures, stocks, shares and other securities, under the name of "Thomas R. Fisher Limited", with a capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of April, 1950.

L. DÉSILETS,
27618-o Deputy Attorney General.

Vatel Sous-Vêtements Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of April, 1950, incorporating: J. Adrien Montreuil, manufacturer, Dame J.-Adrien Montreuil, housewife, and Thérèse Lajoie, secretary, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To manufacture and deal in lingerie, under the name of "Vatel Sous-Vêtements Ltée", with a capital stock of \$49,500 divided into 350 common shares of \$100 each and 290 preferred shares of \$50 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of April, 1950.

L. DÉSILETS,
27618 Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

Cercueils Victoriaville Limitée Victoriaville Caskets Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Supplementary Letters Patent

Cercueils Victoriaville Limitée Victoriaville Caskets Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 10 mai 1950, changeant le nom de la compagnie "Victoria Industries Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 20 décembre 1945, en celui de "Cercueils Victoriaville Limitée"—"Victoriaville Caskets Limited".

Daté du bureau du Procureur général le 10 mai 1950.

L'Assistant-procureur général,
27619-o L. DÉSILETS.

City Realities & Mortgages Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 16 mai 1950, à la compagnie "The St-Maurice Valley Agencies Limited"—"Les Agences de la Vallée du St-Maurice Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 16 janvier 1948, ratifiant son Règlement No 1: a) changeant son nom en celui de "City Realities & Mortgages Ltd."; b) modifiant et étendant les pouvoirs de ladite compagnie; c) changeant l'endroit du siège social de 58, 5ième rue, Shawinigan-Falls, district judiciaire des Trois-Rivières, à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le 16 mai 1950.

L'Assistant-procureur général,
27619-o L. DÉSILETS.

Dupuis, Parizeau, Tremblay, Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 20 avril 1950, à la compagnie "Gérard Parizeau et Compagnie, Ltée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 16 août 1949, ratifiant son Règlement Spécial "A": 1) changeant son nom en celui de "Dupuis, Parizeau, Tremblay, Limitée"; 2) réduisant son capital de \$40,000 à \$30,000 par l'annulation de 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune; 3) augmentant son capital-actions de \$30,000 à \$105,000, par la création de 750 actions privilégiées de \$100 chacune, et énumérant les privilèges attachés auxdites actions privilégiées.

Daté du bureau du Procureur général, le 20 avril 1950.

L'Assistant-procureur général,
27619-o L. DÉSILETS.

Edgar Charbonneau Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 5 mai 1950, à la compagnie "Edgar Charbonneau Limitée", ratifiant son règlement augmentant son capital-actions de \$30,000 à \$70,000 par la création de 400 actions ordinaires additionnelles de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 5 mai 1950.

L'Assistant-procureur général,
27619-o L. DÉSILETS.

letters patent bearing date the tenth day of May, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Victoria Industries Limited" incorporated by letters patent dated December 20, 1945, to that of "Cercueils Victoriaville Limitée"—"Victoriaville Caskets Limited".

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of May, 1950.

L. DÉSILETS,
27619 Deputy Attorney General.

City Realities & Mortgages Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the sixteenth day of May, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "The St Maurice Valley Agencies Limited"—"Les Agences de la Vallée du St Maurice Limitée", incorporated by letters patent bearing date the sixteenth day of January, 1948, ratifying it By-law No. 1: a) changing its name into that of "City Realities & Mortgages Ltd."; b) amending and extending the powers of the said company; c) changing the situation of the head office from 58 5th street, Shawinigan Falls, judicial district of Trois-Rivières, to Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of May, 1950.

L. DÉSILETS,
27619 Deputy Attorney General.

Dupuis, Parizeau, Tremblay, Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twentieth day of April, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Gérard Parizeau et Compagnie, Ltée", incorporated by letters patent bearing date the sixteenth day of August, 1949, ratifying its Special By-law "A": 1) changing its name into that of "Dupuis, Parizeau, Tremblay, Limitée"; 2) reducing its capital from \$40,000 to \$30,000 by the cancellation of 1000 common shares of \$10 each; 3) increasing, its capital stock from \$30,000 to \$105,000, by the creation of 750 preferred shares of \$100 each, and enumerating the privileges attaching to the said preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of April, 1950.

L. DÉSILETS,
27619 Deputy Attorney General.

Edgar Charbonneau Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary Letters patent bearing date the fifth day of May, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Edgar Charbonneau Limitée" ratifying its By-law increasing its capital stock from \$30,000 to \$70,000, by the creation of 400 additional common shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of May, 1950.

L. DÉSILETS,
27619 Deputy Attorney General.

**Épiciers Unis Incorporée
United Grocers Incorporated**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 5 mai 1950, à la compagnie "Épiciers Unis Incorporée" — "United Grocers Incorporated", ratifiant son Règlement N° 5 réduisant son capital-actions par l'annulation de 750 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 5 mai 1950.

L'Assistant-procureur général,
27619-0 L. DÉSILETS.

**Épiciers Unis Incorporée
United Grocers Incorporated**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the fifth day of May, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Épiciers Unis Incorporée" — "United Grocers Incorporated", ratifying its By-law No. 5, reducing its capital stock by the cancellation of 750 preferred shares of a par value of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of May, 1950.

L. DÉSILETS,
27619 Deputy Attorney General.

Flintkote Mines Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 19 avril 1950, à la compagnie "Flintkote Mines Limited", ratifiant son Règlement N° XVIII réduisant son capital-actions de \$1,500,000 à \$1,150,000, par l'annulation de 3,500 actions d'une valeur au pair de \$100 chacune et le remboursement aux actionnaires d'un montant de \$350,000.

Daté du bureau du Procureur général, le 19 avril 1950.

L'Assistant-procureur général,
27619-0 L. DÉSILETS.

Flintkote Mines Limited

Notice is hereby given that under part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the nineteenth day of April, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Flintkote Mines Limited", ratifying its By-law No. XVIII reducing its capital stock from \$1,500,000 to \$1,150,000 by the cancellation of 3,500 shares of a par value of \$100 each, and the reimbursement to the shareholders of the sum of \$350,000.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of April, 1950.

L. DÉSILETS,
27619 Deputy Attorney General.

Fox & Walker Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 25 avril 1950, à la compagnie "Fox, Walker & Fitch Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 7 octobre 1949, changeant son nom en celui de "Fox & Walker Ltd."

Daté du bureau du Procureur général, le 25 avril 1950.

L'Assistant-procureur général,
27619 L. DÉSILETS.

Fox & Walker Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of April, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Fox, Walker & Fitch Ltd.", incorporated by letters patent dated October 7th, 1949, changing its name to that of "Fox & Walker Ltd."

Dated at the office of the Attorney General, the 25th of April, 1950.

L. DÉSILETS,
27619-0 Deputy Attorney General.

**Garage Viau Limitée
Viau Garage Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 12 mai 1950, à la compagnie "J. A. Viau Automobile Limitée" — "J. A. Viau Motors & Sales Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 31 octobre 1947, changeant son nom en celui de "Garage Viau Limitée" — "Viau Garage Limited".

Daté du bureau du Procureur général, le 12 mai 1950.

L'Assistant-procureur général,
27619-0 L. DÉSILETS.

**Garage Viau Limitée
Viau Garage Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the twelfth day of May, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "J. A. Viau Automobile Limitée" — "J. A. Viau Motors & Sales Limited", incorporated by letters patent dated October 31, 1947, changing its name to that of "Garage Viau Limitée" — "Viau Garage Limited".

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of May, 1950.

L. DÉSILETS,
27619 Deputy Attorney General.

H. Smith Transport Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplé-

H. Smith Transport Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of May, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the

mentaires en date du 1er mai 1950, à la compagnie "H. Smith Transport Limited", ratifiant son règlement N° 22 subdivisant ses 495 actions ordinaires de \$100 chacune en 9,900 actions de \$5 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 1er mai 1950.

L'Assistant-procureur général,
27619 L. DÉSILETS.

Province of Quebec, to the company "H. Smith Transport Limited", ratifying its By-Law No. 22 subdividing its 495 common shares of \$100 each into 9,900 shares of \$5 each.

Dated at the office of the Attorney General, the 1st of May, 1950.

L. DÉSILETS,
27619-o Deputy Attorney General.

J. R. Boisvert & Compagnie Ltée
J. R. Boisvert & Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 4 mai 1950, à la compagnie "J. R. Boisvert & Compagnie Ltée" — "J. R. Boisvert & Company Ltd.", ratifiant un règlement: 1°) réduisant le nombre de ses directeurs de sept à six; 2°) convertissant 380 actions communes du capital-actions actuellement autorisé en 380 actions privilégiées Classe "A" de \$100 chacune, sujettes aux droits, privilèges et restrictions énumérés dans ledit règlement: 3°) augmentant le capital-actions autorisé de la compagnie de \$40,000 à \$60,000, par la création de 20 actions privilégiées Classe "A" additionnelles et de 180 actions privilégiées Classe "B" de \$100 chacune, et énumérant les droits, privilèges et restrictions attachés auxdites actions privilégiées; 4°) modifiant les pouvoirs de la compagnie de la façon prévue dans tel règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 4 mai 1950.

L'Assistant-procureur général,
27619-o L. DÉSILETS.

J. R. Boisvert & Compagnie Ltée
J. R. Boisvert & Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the fourth day of May, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "J. R. Boisvert & Compagnie Ltée" — "J. R. Boisvert & Company Ltd.", ratifying a by-law: 1) reducing the number of directors from seven to six; 2) converting 380 common shares of the actual authorized capital stock into 380 Class "A" preferred shares of \$100 each, subject to the rights, privileges and restrictions enumerated in the said by-law; 3) increasing the authorized capital stock of the company from \$40,000 to \$60,000, by the creation of 20 additional Class "A" preferred shares and 180 Class "B" preferred shares of \$100 each, and enumerating the rights, privileges and restrictions attaching to the said preferred shares; 4) amending the powers of the company in the manner set forth in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of May, 1950.

L. DÉSILETS,
27619 Deputy Attorney General.

Produits Kent Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 25 avril 1950, à la compagnie "Produits Kent Limitée", ratifiant un règlement augmentant son capital-actions de \$35,000 à \$99,000, par la création de 640 actions additionnelles de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 25 avril 1950.

L'Assistant-procureur général,
27619-o L. DÉSILETS.

Produits Kent Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-fifth day of April, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Produits Kent Limitée", ratifying a by-law increasing its capital stock from \$35,000 to \$99,000, by the creation of 640 additional shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of April, 1950.

L. DÉSILETS,
27619 Deputy Attorney General.

Québec Meubles, Inc.
Quebec Furniture, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 2 mai 1950, à la compagnie "Quebec Furniture Co. Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 10 décembre 1947: a) changeant son nom en celui de "Quebec Meubles, Inc." — "Quebec Furniture, Inc."; b) ratifiant un règlement augmentant son capital-actions de \$20,000 à \$60,000, par la création de 400 actions ordinaires additionnelles de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 2 mai 1950.

L'Assistant-procureur général,
27619-o L. DÉSILETS.

Québec Meubles, Inc.
Quebec Furniture, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the second day of May, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Quebec Furniture Co. Ltd.", incorporated by letters patent bearing date the tenth day of December, 1947: a) changing its name into that of "Quebec Meubles, Inc." — "Quebec Furniture, Inc."; b) ratifying a by-law increasing its capital stock from \$20,000 to \$60,000 by the creation of 400 additional common shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of May, 1950.

L. DÉSILETS,
27619 Deputy Attorney General.

Salaison St-Jérôme Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 28 avril 1950, à la compagnie "Abattoir Régional de St-Jérôme Ltée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 24 avril 1946, ratifiant: 1° son Règlement N° 17 changeant son nom en celui de "Salaison St-Jérôme Ltée"; 2° son Règlement N° 18 augmentant son capital-actions de \$40,000 à \$99,000, par la création de 590 actions privilégiées additionnelles de \$100 chacune, et énumérant les privilèges attachés auxdites actions privilégiées.

Daté du bureau du Procureur général le 28 avril 1950.

L'Assistant-procureur général,
27619-o L. DÉSILETS.

Salaison St-Jérôme Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-eighth day of April, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Abattoir Régional de St-Jérôme Ltée", incorporated by letters patent bearing date the twenty-fourth day of April, 1946, ratifying: 1. its By-law No. 17 changing its name into that of "Salaison St-Jérôme Ltée"; 2. its By-law No. 18 increasing its capital stock from \$40,000 to \$99,000, by the creation of 590 additional preferred shares of \$100 each, and enumerating the privileges attaching to the said preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of April, 1950.

L. DÉSILETS,
27619 Deputy Attorney General.

Watchstraps Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 24 avril 1950, à la compagnie "Watchstraps Inc.", ratifiant son règlement N° 24 augmentant son capital-actions de \$49,900 à \$89,900 par la création de 400 actions privilégiées additionnelles de \$100 chacune, et énumérant les privilèges attachés auxdites actions privilégiées.

Daté du bureau du Procureur général, le 24 avril 1950.

L'Assistant-procureur général,
27619 L. DÉSILETS.

Watchstraps Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of April, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Watchstraps Inc.", ratifying its By-Law No. 24 increasing its capital stock from \$49,900 to \$89,900, by the creation of 400 additional preferred shares of \$100 each, and enumerating the privileges attaching to the said preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General the 24th of April, 1950.

L. DÉSILETS,
27619-o Deputy Attorney General.

Avis divers

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat Coopératif de la Salle Paroissiale de Berthier", en date du 19 mai 1950, dont le siège social est situé à Berthierville, comté de Berthier, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 25 mai 1950.

Le Sous-secrétaire de la Province,
27621-o JEAN BRUCHÉSI.

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat Coopératif de la Salle Paroissiale de Berthier" under date the nineteenth day of May, 1950, whereof the head office is at Berthierville, county of Berthier, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-fifth of May, 1950.

JEAN BRUCHÉSI,
27621 Under Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Village Modèle de St-Timothée, Cté Beauharnois", en date du 26 avril 1950, dont le siège social est situé à Saint-Timothée, comté de Beauharnois, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 17 mai 1950.

Le Sous-secrétaire de la Province,
27622-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Village Modèle de St-Timothée, Cté Beauharnois", under date the twenty-sixth day of April, 1950, whereof the head office is at Saint-Timothée, county of Beauharnois, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of May, 1950.

JEAN BRUCHÉSI,
27622 Under Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Coopérative d'Habitation des Machinistes de Montréal", en date du 18 avril 1950, dont le siège social est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 13 mai 1950.

Le Sous-secrétaire de la Province,
27632-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat Coopératif de St-Joseph de Lévis", en date du 19 mai 1950, dont le siège social est situé à St-Joseph de Lévis, comté de Lévis, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 24 mai 1950.

Le Sous-secrétaire de la Province,
27633-o JEAN BRUCHÉSI.

LE TÉLÉPHONE LABELLE LIMITÉE

Sommaire des règlements spéciaux

Les règlements spéciaux passés par les administrateurs de "Le Téléphone Labelle Limitée" pourvoient à la distribution des biens de la compagnie au *pro rata* entre ses actionnaires et, après telle distribution, à la dissolution de la compagnie et à l'abandon de sa charte.

Vraie copie certifiée, le 17 mai 1950.

27634-o Le Secrétaire-trésorier,
H.-L. LAMBOURNE.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Coopérative d'Habitation des Machinistes de Montréal" under date the 18th day of April, 1950, whereof the head office is at Montreal, judicial district of Montreal, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of May, 1950.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat Coopératif de St-Joseph de Lévis", under date the nineteenth day of May, 1950, whereof the head office is at St-Joseph de Lévis, County of Lévis, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-fourth day of May, 1950.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

LE TÉLÉPHONE LABELLE LIMITÉE

Summary of Special By-Laws

Special By-laws enacted by the Directors of "Le Téléphone Labelle Limitée" provide for the distribution of all assets of this Company *pro rata* amongst its shareholders and, upon such distribution being made, for the dissolution of the Company and the surrender of its Charter.

A certified true summary, May 17th, 1950.

27634-o H.-L. LAMBOURNE,
Secretary-Treasurer.

Action en séparation de biens

Canada, Province de Québec, District de Terrebonne, cour supérieure, N° 11,160. Dame Florina Granger,, demanderesse, vs Dosithée Gareau, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée à Saint-Jérôme, district de Terrebonne, le 13 avril 1950.

Saint-Jérôme, le 12 mai 1950.

27620-o Le Procureur de la demanderesse,
LUCIEN THINEL.

Action for separation as to property

Canada, Province of Quebec, District of Terrebonne, Superior Court, No. 11,160. Dame Florina Granger, plaintiff; vs Dosithée Gareau, defendant.

An action for separation as to property was taken at Saint-Jérôme, district of Terrebonne, on April 13, 1950.

Saint-Jérôme, May 12, 1950.

27620 LUCIEN THINEL,
Attorney for the plaintiff.

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 582

Québec, le 24 mai 1950.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "A"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux employés de laiterie dans les cités de Qué-

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 582

Quebec, May 24, 1950.

Present: The Lieutenant Governor in Council.

Part "A"

CONCERNING amendments of the decree relating to the dairy employees in the cities of Quebec

bec et Lévis et un rayon de cinq (5) milles de leurs limites.

ATTENDU que conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux employés de laiterie dans les cités de Québec et Lévis, rendue obligatoire par le décret numéro 481 du 5 mai 1949, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier ledit décret;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 22 avril 1950;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

Que ledit décret, numéro 481, soit modifié comme suit:

1° Le paragraphe "i" de l'article I est remplacé par le suivant:

"i) *Jours fériés*: Les mots "jours fériés" désignent les jours suivants: la fête de la Saint-Jean-Baptiste, la fête du Travail, le lendemain du jour de Noël et le lendemain du Premier de l'An."

2° L'article III est remplacé par le suivant:

"III. *Jurisdiction territoriale*: La juridiction territoriale du décret comprend les cités de Québec et Lévis et les municipalités situées ou comprises, en tout ou en partie dans un rayon de dix (10) milles des limites desdites Cités de Québec et Lévis.

3° L'article IV est remplacé par le suivant:

"IV. *Salaires minima*: Tout salarié, quel que soit le mode de rémunération, ne doit pas recevoir un salaire inférieur à celui mentionné ci-après:

	<i>par semaine</i>
Contremaître	\$41.80
Essayeur et contremaître	41.80
Essayeur non contremaître	34.10
Préposé à la fabrication	33.00
<i>Hommes de service:</i>	
Catégorie "A"	34.00
Catégorie "B"	30.00
Catégorie "C"	26.00
Expéditeur	34.10

Vendeur sur la livraison du lait, travaillant régulièrement, que la durée hebdomadaire de son travail soit de 62 heures ou moins, \$20.00 par semaine de salaire de base, plus 3% de commission sur toute vente à l'exception du beurre et de la crème.

La commission sur le beurre doit être de \$0.02 la livre sur toute vente faite au prix du détail, et ¼ cent la livre sur toute vente au prix de gros.

La commission sur la crème doit être de \$0.02½ sur chaque chopine de crème vendue au prix du détail et de \$0.01½ la chopine sur la crème vendue au gros.

Tout vendeur dont le salaire et la commission sont inférieurs à vingt-cinq dollars par semaine (\$25.00) doit recevoir un salaire garanti pour ce montant.

	<i>par semaine</i>
Vendeur de crème glacée	\$30.80
Livreur	32.00
Aide	19.80

Employé occasionnel 0.71½

Il ne doit être fait aucune diminution sur le salaire d'un salarié pour les jours de fête religieuse d'obligation, les jours fériés non ouvrables et les jours de congé.

and Lévis and a radius of five (5) miles from their limites.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the dairy employees in the cities of Quebec and Lévis, rendered obligatory by the decree number 481 of May 5, 1949, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of April 22, 1950;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 481, be amended as follows:

1. Subsection "i" of section I is replaced by the following:

"i) *Holidays*: The word "holidays" means the following days: St Jean Baptiste Day, Labour Day, the day after Christmas and the day after New Year's."

2. Section III is replaced by the following:

"III. *Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction of the decree comprises the cities of Quebec and Lévis and the municipalities situated or included, in whole or part, in a radius of ten (10) miles from the limits of the said cities of Quebec and Lévis."

3. Section IV is replaced by the following:

"IV. *Minimum wages*: Every employee, on any remuneration basis, shall not receive less than the following rates:

	<i>per week</i>
Foreman	\$41.80
Tester-foreman	41.80
Tester only (not foreman)	34.10
Production worker	33.00
<i>Service man:</i>	
Category "A"	34.00
Category "B"	30.00
Category "C"	26.00
Shipper	34.10

Salesman on milk delivery, working regularly, whether the weekly duration of labour be one of 62 hours or less, \$20.00 per week as basic wages plus 3% commission on any sale excepting butter and cream.

The commission on butter shall be \$0.02 per pound on any sale at retail price, and ¼ cent per pound on any sale at wholesale price.

The commission on cream shall be \$0.02½ for each pint of cream sold at retail price, and \$0.01½ per pint sold at wholesale price.

Any salesman whose wages and commission do not attain twenty-five dollars per week (\$25.00) shall nevertheless receive that amount.

	<i>per week</i>
Ice cream salesman	\$30.80
Delivery man	32.00
Helper	19.80

Occasional employee \$0.71½

No deduction may be made on the wages of an employee because of religious and other holidays or days off.

Quand, dans une semaine donnée, le nombre d'heures de travail requis d'un salarié, autre que l'employé occasionnel, est inférieur à la semaine normale, il ne doit être fait aucune déduction du salaire prévu au présent article, à moins que la diminution des heures ne soit occasionnée par des circonstances indépendantes de la volonté de l'employeur."

4° A l'article V, l'avant-dernier paragraphe est remplacé par le suivant:

"Dans les municipalités de la Rive Sud du Saint-Laurent, la livraison du lait est permise les dimanches et fêtes religieuses du 15 mai au 15 septembre."

5° Le troisième paragraphe de l'article VI est abrogé.

6° A l'article XVI, le paragraphe suivant est ajouté:

"Si un salarié quitte son emploi ou est congédié après six mois de service, il doit recevoir une indemnité en argent équivalente à trois jours de salaire."

7° L'article XX actuel intitulé "Durée du décret" devient l'article XXII et les deux nouveaux articles suivants sont ajoutés au décret:

"XX. *Accessoires*: L'employeur doit fournir au salarié les accessoires servant à l'exécution de son travail, tels que paniers, sacs à argent, etc., mais ledit salarié en reste personnellement responsable."

"XXI. *Avis de huit jours*: Avant de congédier un salarié ayant un an et plus de service, tout employeur doit lui donner un avis de huit (8) jours, à moins de renvoi pour cause jugé par le Comité paritaire."

(Document "A" annexé à l'arrêté)
A. MORISSET,
27644-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 582

Québec, le 24 mai 1950.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "B"

CONCERNANT une modification du décret relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans les villes de Victoriaville et Arthabaska et le village de Warwick.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans les villes de Victoriaville et Arthabaska et le village de Warwick, rendue obligatoire par le décret numéro 98 du 29 janvier 1948, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier ledit décret et ses amendements;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 22 avril 1950;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de la modification proposée;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail;

QUE ledit décret, numéro 98, soit modifié comme suit:

When, in the course of a week, the number of hours of work required from an employee, other than an occasional employee, is less than that of the standard work week, there shall be no deduction on the wages established in the present section unless the reduction in working hours be caused by circumstances beyond the employer's control."

4. The second last paragraph of section V is replaced by the following:

"In municipalities on the South shore of the St. Lawrence, milk delivery may be made on Sunday and religious holidays from May 15 to September 15."

5. The third paragraph of section VI is deleted.

6. The following paragraph is added to section XVI:

"If an employee leaves or is dismissed after six months of service, he shall receive a cash indemnity equivalent to three days' wages."

7. The present section XX headed "Duration of the decree" becomes section XXII and the following two sections are added to the decree:

"XX. *Equipment*: The employer shall provide the employee with all necessary equipment, such as baskets, money bags, etc. for which, however, the employee shall be personally responsible."

"XXI. *Eight days notice*: Every employer shall, in case of discharge, give eight days notice to every employee with one year or more of service except when the dismissal is caused by the employee's conduct, the latter cases to be referred to the Parity Committee."

(Document "A" annexed to the Order)
A. MORISSET,
27644-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 582

Quebec, May 24, 1950.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "B"

CONCERNING an amendment of the decree relating to the barber and hairdressing trades in the towns of Victoriaville and Arthabaska and the village of Warwick.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the barber and hairdressing trades in the towns of Victoriaville and Arthabaska and the village of Warwick, rendered obligatory by the decree number 98 of January 29, 1948, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree and its amendments;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of April 22, 1950;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendment;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 98, be amended as follows:

"Le paragraphe "a" de l'article IV est modifié afin de réduire à \$8.00 le prix minimum d'une "ondulation permanente à froid" dans toute la juridiction territoriale du décret."

(Document "B" annexé à l'arrêté).

A. MORISSET,

27644-o Greffier du Conseil Exécutif.

Subsection "a" of section IV is amended to reduce to \$8.00 the minimum price of a permanent wave, cold process, in the entire territorial jurisdiction of the decree.

(Document "B" annexed to the Order).

A. MORISSET,

27644-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTE EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 582

Québec, le 24 mai 1950.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "C"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers de barbier et coiffeur dans la région de Sherbrooke.

ATTENDU que conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de barbier et coiffeur dans la région de Sherbrooke, rendue obligatoire, par le décret numéro 918 du 4 juin 1947, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier ledit décret, et ses amendements;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 22 avril 1950;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 918, soit modifié comme suit:

1° Les paragraphes "h" et "i" suivants sont ajoutés à l'article I:

"h) Une coupe de cheveux "en brosse" (brush cut) chez les barbiers signifie les cheveux coupés en tenue verticale, droits sur la tête, sans considération du genre de coupe alentour de la tête. Il n'existe pas de demi-brosses et l'usage de cosmétiques est indifférent dans cette opération."

"i) Une coupe de cheveux dite "Hollywood" désigne toute coupe de cheveux très basse en arrière, très épaisse tout le tour de la tête et le dessus de la tête coupé en partie "en brosse (brush cut)".

2° Le dernier alinéa du paragraphe "b" de l'article II est remplacé par le suivant:

"Zone G: La ville de Richmond avec un rayon de cinq (5) milles de ses limites."

3° Les mots "les mercredi et jeudi-saint" apparaissant à l'alinéa 1 du paragraphe "d" de l'article III, sont radiés et remplacé par les mots "le Jeudi-Saint".

4° L'alinéa 3 du paragraphe "d" de l'article III est remplacé par le suivant:

"3. Cependant, le lundi, la durée des heures de travail est prolongée jusqu'à 6.30 p.m. dans la zone I et jusqu'à 6.00 p.m. dans la zone II, les semaines précédant Pâques et Noël."

5° L'alinéa 7 suivant est ajouté au paragraphe "d" de l'article III:

"7. Dans la zone I, les heures de travail se terminent à 9.00 p.m. les jours du Marché Landsdowne."

6° L'article IV est remplacé par le suivant:

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 582

Quebec, May 24, 1950.

Present: The Lieutenant Governor in Council.

Part "C"

CONCERNING amendments of the decree relating to the barber and hairdressing trades in the district of Sherbrooke.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the barber and hairdressing trades in the district of Sherbrooke, rendered obligatory by the decree number 918 of June 4, 1947, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree, and its amendments;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of April 22, 1950;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour,

That the said decree, number 918, be amended as follows:

1. The following subsections "h" and "i" are added to section I:

"h) A brush-cut at the barbers' means the cutting of the hair so that it stands upright on the head, irrespective of the kind of haircut around the head. There is no half brush-cut and the use of cosmetics is indifferant in this operation."

"i) A "Hollywood" haircut means that haircut which is very low in the back, very thick around the head and partly brush cut on the top."

2. The last paragraph of subsection "b" of section II is replaced by the following:

"Zone G: The town of Richmond with a radius of five miles from its limits."

3. The words "on Spy Wednesday and Maunday Thursday", mentioned in paragraph 1 of subsection "d" of section III, are deleted and replaced by the words: "on Maunday Thursday."

4. Paragraph 3 of subsection "d" of section III is replaced by the following:

"3. However, on Monday, the working hours are extended until 6.30 p.m., in zone I and until 6.00 p.m. in zone II in the weeks preceding Easter and Christmas."

5. The following paragraph 7 is added to subsection "d" of section III:

"7. In zone I, the working hours end at 9.00 p.m. on Landsdowne Market day."

6. Section IV is replaced by the following:

"IV. *Jours de fêtes chômées*: Il n'y a pas de travail les dimanches, le Premier de l'An, l'Épiphanie, l'Ascension, la Toussaint, le Jour d'Actions de Grâce (fixé par proclamation), l'Immaculée-Conception, la Noël et la fête du Travail. Il n'y a pas de travail également la Saint-Jean-Baptiste (24 juin) et le jour de la Confédération (1er juillet); cependant si ces deux fêtes tombent un vendredi ou un samedi le congé est remis au lundi suivant.

De plus, sont également chômés par les coiffeurs et coiffeuses seulement les jours suivants: 2 janvier, lundi de Pâques, 24 mai et 26 décembre.

Lorsqu'un des jours chômés ci-haut tombe un dimanche, le congé est remis au lendemain (lundi) pour les barbiers seulement.

7° L'item suivant est ajouté à l'échelle des prix minima des services pour les barbiers, apparaissant à l'article VI:

"Traitement à l'huile. \$0.75
(Zone I seulement)"

8° A l'article VI, les dispositions relatives aux prix minima pour la coupe des cheveux des enfants, les vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées sont biffées et remplacées par les dispositions suivantes:

"Le prix de la coupe de cheveux pour enfants est le même que le prix pour adultes:

i) Le samedi et la veille des fêtes chômées, dans les zones III, VII, XI et XII.

ii) Les vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées, deux (2) jours avant Noël et deux (2) jours avant le Premier de l'An, dans les zones I, II, IV, V, VI, VIII, IX et X."

9° Les mots "ondulation permanente simple" apparaissant au début du tableau des prix minima des services pour les coiffeurs et coiffeuses", article VI, sont remplacés par les suivants "ondulation permanente".

10° Dans le tableau des prix minima pour les services des coiffeurs et coiffeuses, à l'article VI, le prix d'une ondulation permanente à froid est réduit à \$7.00 dans les zones "A" et "B" et à \$8.00 dans la zone "E".

11° L'alinéa 1 du paragraphe "d" de l'article VII est remplacé par le suivant:

1) *Au point de vue technique*: Un stage de trois (3) ans comme apprenti dans un salon autorisé par le Comité paritaire et des examens obligatoires à tous les six (6) mois (mars et septembre) devant le Bureau des Examineurs du Comité paritaire. Pour être admis à chacun de ces examens, tout apprenti doit avoir enregistré un minimum de douze (12) heures de travail sous la surveillance de la Commission d'Apprentissage des Métiers de barbier-coiffeur et de coiffeur pour dames du district de St-François, aux temps, lieux et conditions prescrits par le Comité paritaire."

12° Le paragraphe "f" de l'article VII est remplacé par le suivant:

"f) Quiconque désire prendre à son service un apprenti, doit d'abord exiger de cet apprenti un permis d'essai de trente (30) jours émis par le Comité paritaire. Après cette période d'essai, tout apprenti doit se procurer un certificat approprié et signer en même temps avec son employeur un engagement conjointement avec le Comité paritaire et valide seulement pour six (6) mois chez cet employeur. Tel engagement obligatoire, signé entre l'employeur et l'apprenti conjointement avec le Comité paritaire, doit clairement spécifier que l'employeur s'engage à montrer le métier à son apprenti selon le programme de la Commission d'Apprentissage aux conditions du paragraphe "d-1" précédant, conformément aux dispositions et à l'esprit de la Loi et du décret de même qu'aux exigences

"IV. *Days kept as holidays*: There shall be no work on Sunday, New Year's Day, Epiphany Day, Ascension Day, All Saints Day, Thanksgiving Day (date set by proclamation), Immaculate Conception Day, Christmas Day and Labour Day, as well as on St. Jean Baptiste Day (June 24), Dominion Day (July 1), unless these two holidays be a Friday or a Saturday in which case the holiday takes place on the following Monday. Moreover, the following days shall be kept as holidays by the hairdressers only: January 2, Easter Monday, May 24 and December 26.

When one of the above-mentioned holidays fall on Sunday, the holiday takes place the following day (Monday) for the barbers only."

7. The following is added to the scale of minimum prices of services contained in section VI:

"Oil treatment. \$0.75 (Zone I only)."

8. In section VI, the provisions respecting the minimum prices for children's haircuts on Friday, Saturday and holiday eves are deleted and the following substituted therefor:

"The price of a haircut for children is the same as that for adults:

i) On Saturday and holiday eves in zones III, VII, XI and XII.

ii. on Friday, Saturday and holiday eves, two (2) days before Christmas and two (2) days before New Year's Day, in zones I, II, IV, V, VI, VIII, IX and X."

9. The words "Plain permanent wave" mentioned at the beginning of the table of minimum prices of services for male and female hairdressers, section VI, are replaced by the words "Permanent wave".

10. In the table of minimum prices of services for male and female hairdressers section VI, the price of a permanent wave (cold process) is reduced to \$7.00 in zones "A" and "B" and to \$8.00 in zone "E".

11. Paragraph 1 of subsection "d" of section VII is replaced by the following:

1) *From a technical point of view*: A period of three (3) years as apprentice in a parlor authorized by the Parity Committee and compulsory examinations every six (6) months (March and September) before the Board of Examiners of the Parity Committee. To be admitted to anyone of these examinations, the apprentice must have registered a minimum of twelve (12) hours of work under the supervision of the Apprenticeship Commission of the Barbers and Ladies Hairdresser Trades of the District of St. Francis at a time and place and under the conditions prescribed by the Parity Committee."

12. Subsection "f" of section VII is replaced by the following:

"f) Anyone wishing to hire an apprentice shall, first, require from such apprentice a 30-day probation permit issued by the Parity Committee. After that period, the apprentice shall obtain the appropriate certificate and, at the same time, sign with his employer a hiring contract before the Parity Committee which shall be valid for only 6 months with such employer. Such indenture, signed by the employer and the apprentice and witnessed by the Parity Committee shall specify that the employer agrees to teach the trade in its entirety to his apprentice, pursuant to the program of the Apprenticeship Commission and under the conditions mentioned in the foregoing subsection d-1, and in accordance with the provisions of the Act and the decree and the requirements of the trade.

du métier. Au cas où tel employeur voudrait révoquer son engagement vis-à-vis son apprenti, il doit établir le motif du renvoi en présence à la fois du Comité paritaire et de son apprenti, ayant eu soin de notifier ces deux derniers au moins quinze (15) jours d'avance.

13° Le paragraphe "j" de l'article VII est transporté à l'article VIII, dont il devient le nouveau paragraphe "e" et à la fin de son troisième alinéa, les mots "avant de servir au crédit des candidats" sont biffés.

14° Le paragraphe "f" suivant est ajouté à l'article VIII:

"f) Les mots "Comité paritaire" désignent le "Comité paritaire des barbiers, coiffeurs et coiffeuses du district de Saint-François."

15° Le nouvel article VIII-A suivant est ajouté:

"VIII-A. *Dispositions spéciales*: 1° Pour les fins d'application du présent décret, le mot "perfectionnement" comprend tout cours, démonstration, enseignement, etc., portant sur les opérations régies par ledit décret et donné exclusivement au bénéfice des détenteurs de certificat de qualification émis par le Comité paritaire ou le Ministre du Travail.

2° Toute personne tenant un salon de coiffure ne peut donner des cours de "perfectionnement" qu'en dehors des heures de travail prévues par le décret et dans un local exclusivement destiné à cette fin.

3° Aucun travail de coiffeur ne peut être effectué pour partie seulement dans un salon de coiffure dans le but de le continuer subseqüemment dans un salon de "perfectionnement" et vice versa.

4° In ne peut exiger aucune charge ni compensation quelconque des personnes servant comme modèles dans des salons de perfectionnement."

(Document "C" annexé à l'arrêté).

A. MORISSET,

27653-o

Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 585

Québec, le 24 mai 1950.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT le lac Bog (Bog Lake), comté de Frontenac.

ATTENDU que le lac Bog (Bog Lake), dans le canton Marston, comté de Frontenac, a été empoisonné par le Service des piscicultures de la province en l'année 1949 et doit l'être de nouveau dans le cours de la présente année, 1950;

ATTENDU qu'il est opportun de défendre la pêche dans ce lac jusqu'à l'ouverture de la saison de pêche en 1951;

Vu le paragraphe (e) de l'article 37 du chapitre 154 des Statuts refondus de Québec:

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre de la chasse et des pêcheries:

Qu'il soit défendu de faire la pêche dans le lac Bog (Bog Lake), comté de Frontenac, jusqu'à l'ouverture de la saison de pêche en l'année 1951.

CONCERNANT la chasse à la perdrix de savane et à la perdrix grise.

ATTENDU qu'à la suite d'une enquête, il a été

Should the employer wish to cancel the indenture, he must give the reason thereof to both the Parity Committee and the apprentice, these two to be notified at least fifteen (15) days in advance."

13. Subsection "j" of section VII becomes subsection "e" of section VIII and, at the end of its third paragraph, the words "before being used to the credit of the candidate." are deleted.

14. The following subsection "f" is added to section VIII:

"f) The words "Parity Committee" designate "The Barbers and Hairdressers Parity Committee of St. Francis District".

15. The following new section VIII-A is added:

"VIII-A. *Special provisions*: 1. For the purposes of enforcement of the present decree, the word "improvement" applies to any class, demonstration, teaching, etc., in connection with the operations governed by the said decree and given exclusively for the benefit of holders of certificates of competency issued by the Parity Committee or the Minister of Labour.

2. Any person operating a hairdressing parlor shall give refresher or improvement classes only outside the hours of work mentioned in the decree and in a place exclusively intended for that purpose.

3. No hairdressing work may be done in part in a hairdressing parlor to be continued subsequently in an "improvement" parlor, and vice versa.

4. No amount or compensation of any kind may be required from persons serving as models in the "improvement" parlors."

(Document "C" annexed to the Order)

A. MORISSET,

27653-o

Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 585

Quebec, May 24, 1950.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING Bog Lake (Lac Bog), county of Frontenac.

WHEREAS Bog Lake (Lac Bog), in the township of Marston, county of Frontenac, was stocked with fish by the Pisciculture Service of the Province in the year 1949 and this will again be done during the present year, 1950;

WHEREAS it is expedient to prohibit fishing in the said lake until the opening of the fishing season in 1951;

In view of paragraph (e) of section 37 of chapter 154 of the Revised Statutes of Quebec:

IT IS THEREFORE ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Game and Fisheries:

THAT it be prohibited to fish in Bog Lake (Lac Bog), county of Frontenac, until the opening of the fishing season in the year 1951.

CONCERNING the hunting of Spruce and Birch Partridge.

WHEREAS, following an inquiry, it has been

démontré qu'il y a suffisamment de perdrix pour justifier une saison de chasse dans le cours de la présente année;

Vu l'article 8 du chapitre 153 des Statuts refondus de Québec, 1941:

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre de la chasse et des pêcheries:

Qu'il soit permis de chasser la perdrix de savane et la perdrix grise du 23 septembre au 20 novembre, ces deux jours inclusivement, aux conditions suivantes:

Personne ne pourra tuer ou capturer plus que cinq (5) perdrix par jour;

Personne ne pourra avoir en sa possession plus que la chasse légale de trois (3) jours;

Un mois après la fermeture de la saison de chasse, soit le 20 décembre 1950, personne ne pourra avoir de perdrix en sa possession;

Toute contravention rend passible des sanctions prévues à l'article 9 du chapitre 153 des Statuts refondus de Québec, 1941.

A. MORISSET,
27658-o Greffier du Conseil Exécutif.

shown that there are still sufficient partridge to justify a hunting season in the course of the present year;

In conformity with section 8 of chapter 153 of the Revised Statutes of Quebec, 1941;

IT IS CONSEQUENTLY ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Game and Fisheries:

THAT it be permitted to hunt Spruce and Birch partridge, from the 23rd of September to the 20th of November, both dates inclusively, on the following conditions:

No one may hunt or capture more than five (5) birds per day;

No one may have in his possession more than the legal three (3) days' catch;

One month after the closing of the hunting season, namely after the 20th of December, 1950 no one is permitted to have partridge in his possession;

Any contravention renders one liable to the sanctions provided for in section 9 of chapter 153 of the Revised Statutes of Quebec, 1941.

A. MORISSET,
27658 Clerk of the Executive Council.

Chartes — Abandon de

D. TUROVE LIMITED

Conformément aux dispositions de la Loi des Compagnies de Québec, la compagnie "D. Turove Limited", donne par les présentes avis qu'elle s'adressera au Procureur General et au Ministre de l'Industrie, du Commerce et des affaires Municipales pour lui demander permission d'abandonner sa charte à partir d'une date qu'il leur plaira de fixer.

Montréal, 15 mai 1950.

D. TUROVE LIMITED,
Le Secrétaire,
I. LAKE.

a/s R.-L. Bercovitch,
Avocat
1117, rue Ste-Catherine ouest,
Montréal.

27623-o

GIRARD FRÈRES LIMITÉE

En vertu des dispositions de la Loi des Compagnies de la province de Québec, "Girard Frères Limitée" donne avis, par les présentes, qu'elle s'adressera à l'Honorable Procureur Général et au Ministre des Affaires Municipales de l'Industrie et du Commerce de la province de Québec pour obtenir l'abandon de sa charte et son annulation à partir d'une date qui sera fixée par eux.

Drummondville, ce 26 mai 1950.

Le Procureur de la requérante,
MARCEL MARIER.

27624-o

AVIS LÉGAL

Avis est donné que "M.G.M. Fashions Ltd." demandera la permission d'abandonner sa charte en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, le 25 mai, 1950.

Le Président,
M. KLUGERMAN.
Le Procureur pour M.G.M.
Fashions Ltd.,
MAX COBLENTZ.

27625-o

Charters — Surrender of

D. TUROVE LIMITED

Pursuant to the provisions of the Quebec Companies Act, the company "D. Turove Limited", hereby gives notice that it will apply to the Attorney General and to the Minister of Industry, Trade and Municipal Affairs, for leave to surrender its charter, from and after such date as they may be pleased to determine.

Montreal, May 15, 1950.

D. TUROVE LIMITED,
I. LAKE,
Secretary.

c/o R. L. Bercovitch,
Advocate
1117, St. Catherine Street West,
Montréal.

27623

GIRARD BROTHERS LIMITED

Under the provision of the Quebec Companies' Act, "Girard Brothers Limited" hereby gives notice that this company will apply to the Attorney General and the Minister of the Municipal Affairs, Trade and Commerce of the Province of Québec to obtain dissolution of its charter and its cancellation from a date to be fixed by them.

Drummondville, May 26th, 1950.

Le Procureur de la requérante,
MARCEL MARIER,
Attorney for the petitioner.

27624-o

LEGAL NOTICE

Notice is hereby given that "M.G.M. Fashions Ltd." will apply for leave to surrender its charter under Part I of the Quebec Companies' Act.

Montreal, May 25, 1950.

M. KLUGERMAN,
President.
MAX COBLENTZ,
Attorney for M.G.M.
Fashions Ltd.

27625-o

AVIS LÉGAL

Avis est donné que "Michael Fink Textiles Inc." demandera la permission d'abandonner sa charte en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, le 25 mai, 1950.

Le Président,
M. SILVER.

Le Procureur pour Michael Fink
Textiles Inc.,

27626-o

MAX COBLENTZ.

LEGAL NOTICE

Notice is hereby given that "Michael Fink Textiles Inc." will apply for leave to surrender its charter under Part I of the Quebec Companies' Act.

Montréal, May 25, 1950.

M. SILVER,
President.

MAX COBLENTZ,
Attorney for Michael Fink
Textiles Inc.

27626-o

AVIS

Conformément à la Partie I de la loi des Compagnies du Québec

"Delmay Fashions Inc.", ayant son siège social en la cité de Montreal, donnent par les présentes avis qu'ils s'adresseront au Lieutenant-Gouverneur en Conseil de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner leur charte et de l'annuler à la date et de la date que l'on voudra bien fixer.

Daté à Montréal, ce 28ième jour de mai 1950.

Les Procureurs de Delmay Fashions Inc.,
CRESTOHL & CRESTOHL,
1010 ouest, rue Ste-Catherine,
Montréal, Qué.

27628-o

Under Part I of Quebec Companies Act

"Delmay Fashions Inc.", having its Head Office in the City of Montreal, hereby gives notice that it will make application to his Honour the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec for the acceptance of the surrender of its Charter and its cancellation, on and after a date to be fixed by the Lieutenant-Governor.

Dated at Montreal, this 29th day of May 1950.

CRESTOHL & CRESTOHL,
Solicitors for Delmay Fashions Inc.,
1010 St. Catherine St. West,
Montréal, Qué.

27628-o

NOTICE

LE TÉLÉPHONE LABELLE LIMITÉE

Avis est par les présentes donné que "Le Téléphone Labelle Limitée", dont le bureau-chef est à l'Annonciation, Province de Québec, s'adressera au Procureur Général de la Province de Québec, demandant la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, ce 17 mai 1950.

MUNNOCH & VENNE,
Les Procureurs de

27635-o

"Le Téléphone Labelle Limitée".

LE TÉLÉPHONE LABELLE LIMITÉE

Notice is hereby given that "Le Téléphone Labelle Limitée", with head office at l'Annonciation, Province of Quebec, will apply to the Attorney General for the Province of Quebec for leave to surrender its Charter.

Montreal, this 17th day of May, 1950.

MUNNOCH & VENNE,
Attorneys for

27635-o

"Le Téléphone Labelle Limitée".

Département de l'Agriculture

AVIS

Avis est donné que l'honorable ministre de l'agriculture a déclaré dissoute, le 29 mai 1950, la Société d'agriculture numéro deux du comté de Compton — Compton County Agricultural Society No. 2, et ce, conformément aux dispositions de l'article 69 de la Loi des sociétés d'agriculture (S.R.Q. 1941, chapitre 117).

Québec, le 30 mai 1950.

Le Sous-ministre de l'agriculture,
R. TRÉPANIÉRI.

27657-o

Department of Agriculture

NOTICE

Notice is given that the Honourable the Minister of Agriculture under date of May 29, 1950, has declared dissolved the "Société d'agriculture numéro deux du comté de Compton — Compton County Agricultural Society No. 2", and such pursuant to the provisions of section 69 of the Agricultural Societies Act (R.S.Q. 1941, chapter 117).

Quebec, May 30, 1950.

R. TRÉPANIÉRI,
Deputy Minister of Agriculture.

27657

Département de l'Instruction publique

N° 784-50

Québec, le 30 mai 1950.

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire de Notre-Dame-du-Nord, le territoire de la municipalité scolaire de Notre-Dame-des-Quinze, toutes deux dans le comté de Témiscamingue.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

27641-22-2-o

Department of Education

No. 784-50

Quebec, May 30, 1950.

Application is made to annex to the school municipality of Notre-Dame-du-Nord, the territory of the school municipality of Notre-Dame-des-Quinze, both in the county of Témiscamingue.

27641-22-2

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

N° 581-50

Québec, le 25 mai 1950.

Demande est faite que le territoire suivant, de la municipalité scolaire de Paspébiac, dans le comté de Bonaventure, soit annexé pour les contribuables protestants seulement, à la municipalité scolaire protestante de Cox Canton, dans le même comté;

Tout le territoire situé dans le premier rang de Paspébiac, dans le canton de Cox, borné au nord par le Commun de Paspébiac, à l'est par les lots cadastraux nos 221 et 222, au sud par le Barachois et par un chemin connu sous le nom de Route Day, à l'ouest, par le même chemin et comprenant tous les lots connus et désignés sur le plan officiel et livre de référence du canton de Cox, sous les nos 214 à 220 inclusivement et 190 à 213 inclusivement et 213-A, desdits plan et livre de référence du canton de Cox.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
27642-22-2-o O. J. DESAULNIERS.

Demande est faite d'unir et ériger en municipalité scolaire séparée et distincte, pour les protestants seulement, le territoire suivant, sous le nom de "La municipalité scolaire protestante de Baie d'Urfé-Senneville, dans le comté de Jacques-Cartier".

Les lots 1 à 21 inclusivement, la plus grande partie du lot 23 (la partie du lot 23 incluse est bornée en front par le chemin public N° 57, en arrière par le lot 205, d'un côté par le lot 21 et de l'autre côté par les lots 107, 127, 128, 170, 195 et une partie du lot 205), les lots 24 à 70 inclusivement, les lots 195, 205, 251, 296 à 329 inclusivement, une partie du lot 330 (chemin de fer) et les lots 334 et 335 (îles) et aucune et toutes subdivisions desdits lots qui peuvent être en vigueur, tous desquels sont aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Anne, dans le comté de Jacques-Cartier.

Ce changement s'appliquera aux contribuables protestants seulement.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
27603-21-2 O. J. DESAULNIERS.

N° 338-50.

Québec, le 24 mai 1950.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Dionne, dans le comté de Dorchester, les lots nos 30 à 54 inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de St-Bernard, et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Bernard, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
27604-21-2-o O. J. DESAULNIERS.

No. 263-49.

Québec, le 24 mai 1950.

Demandé est faite de détacher de la municipalité scolaire de Grosses-Roches, dans le comté de Matane, les lots 29 à 36 inclusivement des rangs IV et V du canton de Cherbourg, et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Jean-de-Cherbourg, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
27605-21-2-o O. J. DESAULNIERS.

No. 581-50

Quebec, May 25, 1950.

Application is made that the following territory, of the School Municipality of Paspébiac, in the county of Bonaventure, be annexed, for Protestant tax-payers only, to the Protestant School Municipality of the Township Cox, in the same county.

All the territory situate in the first range of Paspébiac in the township of Cox, bounded on the north by the Paspébiac common, on the east by cadastral lots Nos. 221 and 222, on the south by the Barachois, and by a road known under the name of Day Road, and the west by the same road, and comprising all the lots known and designated on the official plan and in the book of reference of the Township Cox, under Nos. 214 to 220 inclusively, and 190 to 213 inclusively, and 213-A of said plan and book of reference of the Township Cox.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

Application is made to unite and erect into a separate and distinct school municipality for Protestants only, the following territory, under the name of "The Protestant School Municipality of Baie d'Urfé Senneville, in the County of Jacques Cartier".

Lots 1 to 21 inclusive, the greater part of Lot 23, (the part of Lot 23 included is bounded in front by Public Highway No. 57, in rear by Lot 205, on one side by Lot 21 and on the other by Lots 107, 127, 128, 170, 195, and part of Lot 205), Lots 24 to 70 inclusive, Lots 195, 205, 251, 296 to 329 inclusive, part of Lot 330 (railway) and Lots 334 and 335 (islands) and any and all subdivisions of the said lots that may be in force, all of which are on the official plan and book of reference of the Parish of Ste. Anne, in the County of Jacques Cartier.

This change will apply to Protestant ratepayers only.

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

No. 338-50.

Quebec, May 24, 1950.

Application is made to detach from the school municipality of Dionne, in the county of Dorchester, lots Nos. 30 to 54 inclusive of the official cadastre for the parish of St-Bernard, and to annex them to the school municipality of Saint-Bernard, in the same county.

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

No. 263-49.

Quebec, May 24, 1950.

Application is made to detach from the school municipality of Grosses-Roches, in the county of Matane, lots 29 to 36 inclusively, of ranges IV and V of the township of Cherbourg, and to annex them to the school municipality of Saint-Jean-de-Cherbourg, in the same county.

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

Department of Lands and Forests

AVIS

NOTICE

Cadastre Officiel de la paroisse de Charlesbourg
(Maintenant Municipalité de St-Charles de

Official Cadastre of the Parish of Charlesbourg
(Now Municipality of St. Charles de Char-

Charlesbourg), Division d'enregistrement de Québec.

lesbourg), Registration Division of Quebec.

Avis est par la présente donné que les lots 650-2 à 650-15 sont annulés et le lot 650-1 est amendé, en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that lots 650-2 to 650-15 are cancelled and lot 650-1 is amended in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Québec, le 25 avril 1950.

Quebec, April the 25th, 1950.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
27643-o AVILA BEDARD.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister. 27643-o

Département du Travail

Department of Labour

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire de l'industrie des gants fins lui a présenté une requête à l'effet de modifier le décret numéro 246 du 26 février 1948 et amendements, relatif à l'industrie du gant fin dans la province de Québec.

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the Parity Committee of the Fine Glove Industry has submitted to him a request to amend the decree number 246 of February 26, 1948, and amendments, relating to the fine glove industry in the province of Quebec.

On demande que l'opération 241-a suivante soit ajoutée audit décret:

It is petitioned that the following operation 241-a be inserted in the said decree:

"241-a) Bordage des gants doublés en fourrure, évasés, avec ouverture sur le côté: \$0.65 par douzaine de paires."

"241-a) Binding slip-on, fur-lined gloves with opening on the side: \$0.65 per dozen of pairs."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.
Ministère du Travail,
Québec, le 3 juin 1950. 27645-o

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.
Department of Labour,
Quebec, June 3, 1950. 27645-o

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire des barbiers, coiffeurs et coiffeuses des Trois-Rivières et district lui a présenté une requête à l'effet de modifier le décret numéro 1040 du 4 août 1948, relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans les cités des Trois-Rivières, Cap-de-la-Madeleine, Shawinigan-Falls et Grand'Mère.

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the Parity Committee of Barbers, Male and Female Hairdressers of the District of Three Rivers has submitted to him a request to amend the decree number 1040 of August 4, 1948, relating to the barber and hairdressing trades in the cities of Three Rivers, Cap-de-la-Madeleine, Shawinigan-Falls and Grand'Mère.

On demande que les mots suivants soient ajoutés à la fin du premier et du dernier alinéa du paragraphe "b" de l'article II:

It is requested that the following words be added at the end of the first and last paragraph of subsection "b" of section II:

"ainsi que le village de Maskinongé."

"and the village of Maskinongé."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.
Ministère du Travail,
Québec, le 3 juin 1950. 27654-o

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.
Department of Labour,
Quebec, June 3, 1950. 27654-o

AVIS DE PRÉLEVEMENT

NOTICE OF LEVY

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire du Commerce de détail des Cantons de l'Est, établi en exécution du décret numéro 2331, du 17 juin 1940, et amendements, et chargé de surveiller l'application des décrets numéros 3516, du 21 septembre 1944 et 2861, du 17 juillet 1946, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 582 du 24 mai 1950, section "E", à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis auxdits décrets, suivant la méthode et le taux ci-après:

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the Eastern Townships Retailers' Joint Committee established under decree number 2331, of June 17, 1940, and amendments, and entrusted with the administration of decree number 3516 of September 21, 1944 and 2861 of July 17, 1946 has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 582 of May 24, 1950, part "E", to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decrees according to the following method and rate.

1. Cotisation

1. Assessments

La période de cotisation s'étend du 1er juin 1950 au 1er juin 1951. Toutefois, si l'un des décrets ci-haut mentionnés expire ou est abrogé avant le 1er juin 1951, les dispositions du présent règlement cesseront de s'appliquer aux employeurs professionnels, artisans et salariés assujettis audit décret. Cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

The period of assessments extends from June 1, 1950 to June 1, 1951. However, should one of the decrees above mentioned expire or be repealed before June 1, 1951, the provisions of the present by-law shall cease to apply to the professional employers, artisans and employees governed by the said decree. Such assessments shall be applied as follows:

a) Les employeurs professionnels doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente des salaires fixes, boni, pourcentages payés à leurs salariés assujettis auxdits décrets comme suit:

a) The professional employers shall pay to the Parity Committee an amount based upon the regular wages, bonuses, percentages paid to their employees governed by the said decrees, as follows:

sur une base de $\frac{1}{2}$ de 1% s'ils sont régis par le décret numéro 2861.

at the rate of $\frac{1}{2}$ of 1% if they are governed by decree 2861

sur une base de $\frac{1}{4}$ de 1% s'ils sont régis par les décrets numéro 2331, et numéro 3516.

at the rate of $\frac{1}{4}$ of 1% if they are governed by decrees 2331 and 3516.

b) Les artisans (les propriétaires d'établissements qui n'ont pas d'employés ou salariés) régis par lesdits décrets, doivent verser au Comité Paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi pour le salarié:

b) The artisans (establishment owners with no employees) governed by the said decrees shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages established for the employee:

i) Le moins rémunéré, soit \$8.00 par semaine dans le territoire régi par le décret numéro 2331.

i. receiving the lowest rate of pay, i.e. \$8.00 per week, in the areas governed by decree 2331;

ii) moyennement rémunéré, soit \$20.00 par semaine dans les territoires régis par les décrets numéro 3516 et numéro 2861.

ii. receiving the average rate of pay, i.e. \$20.00 per week, in the areas governed by decrees 2861 and 3516.

c) Les salariés doivent verser au Comité paritaire à même leurs salaires, boni et pourcentages un prélèvement de $\frac{1}{2}$ de 1% s'ils sont assujettis au décret numéro 2861 et un prélèvement de $\frac{1}{4}$ de 1% s'ils sont assujettis aux décrets numéros 2331 et numéro 3516.

c) The employees shall pay to the Parity Committee, out of their wages, bonuses and percentages, an assessment of $\frac{1}{2}$ of 1% if they are governed by decree 2861, and an assessment of $\frac{1}{4}$ of 1% if governed by decrees 2331 and 3516.

2. Mode de perception

2. Mode of collection

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire peut mettre à la disposition des employeurs professionnels régis par lesdits décrets des formules de rapport sur lesquelles doivent être inscrits les nom, prénoms, adresse de chaque salarié à leur emploi, sa qualification, le nombre d'heures de travail régulières et supplémentaires effectuées chaque semaine, la nature de ce travail et le salaire payé ainsi que les sommes qui doivent être versées au comité paritaire.

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee may supply the professional employers governed by the said decrees with report forms on which shall be inscribed: the name in full and address of every employee in their employ, the employee's competency, the number of regular and overtime hours worked each week, the nature of such work and the wages paid, as well as the sums to be forwarded to the Parity Committee.

L'employeur professionnel doit percevoir à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes qui viennent au Comité Paritaire et les remettre lui-même audit comité.

The professional employer shall collect from the wages of every one of his employees the sums owed to the Parity Committee and remit same himself to the said Committee.

Le Comité Paritaire exige que le rapport de l'employeur professionnel, dûment signé et accompagné des cotisations, de même que les cotisations des artisans ou des salariés, suivant le cas, lui soient remis à son siège social, 29 rue

The Parity Committee requires every report of the professional employer to be signed and accompanied by his assessments, as well as the assessments of the artisans or employees as the case may be, and forwarded to its office, 29

Gordon, Sherbrooke, Qué dans les dix premiers jours de chaque mois.

Le Comité Paritaire a le droit et le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Gordon St., Sherbrooke, within the first ten (10) days of each month.

The Parity Committee has the right and power to exact sworn reports when it deems it advisable.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la Convention Collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé un état des recettes et des déboursés du Comité Paritaire du Commerce de Détail des Cantons de l'Est pour la période comprise entre le 1er juin 1950 et le 1er juin 1951.

COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE DE DÉTAIL DES CANTONS DE L'EST

État des recettes et des déboursés probables du 1er juin 1950 au 1er juin 1951.

Recettes probables:

Décret numéro 2331 (Sherbrooke):

Cotisations de $\frac{1}{4}$ de 1% des employeurs professionnels, et des salariés, et $\frac{1}{2}$ de 1% des artisans	\$1,300.00
Divers	50.00
	<u>\$1,350.00</u>

Décret numéro 3516 (Windsor):

Cotisations de $\frac{1}{4}$ de 1% des employeurs professionnels, et des salariés, et $\frac{1}{2}$ de 1% des artisans	416.00
--	--------

Décret numéro 2861 (Richmond):

Cotisations de $\frac{1}{2}$ de 1% des employeurs professionnels, des salariés et des artisans	500.00
	<u>\$2,266.00</u>

Déboursés probables:

Décret numéro 2331 (Sherbrooke):

Salaires et frais d'administration	\$1,144.00
Déplacement	206.00
	<u>\$1,350.00</u>

Décret numéro 3516 (Windsor):

Frais d'administration	390.00
Déplacement et divers	26.00
	<u>\$ 416.00</u>

Décret numéro 2861 (Richmond):

Frais d'administration	390.00
Déplacement et divers	110.00
	<u>500.00</u>
	<u>\$2,266.00</u>

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY,
Ministère du Travail,
Québec, le 3 juin 1950.

27654-o

3. Financial report

In pursuance of the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Eastern Townships Retailers' Joint Committee for the period comprised between June 1, 1950, and June 1, 1951.

EASTERN TOWNSHIPS RETAILERS' JOINT COMMITTEE

Estimate of the receipts and expenses from June 1st, 1950, to June 1st 1951.

Probable receipts:

Decree number 2331 (Sherbrooke):

Assessments of $\frac{1}{4}$ of 1% from professional employers and employees and $\frac{1}{2}$ of 1% from artisans	\$1,300.00
Miscellaneous	50.00
	<u>\$1,350.00</u>

Decree number 3516 (Windsor):

Assessments of $\frac{1}{4}$ of 1% from professional employers and employees and $\frac{1}{2}$ of 1% from artisans	416.00
--	--------

Decree number 2861 (Richmond):

Assessments of $\frac{1}{2}$ of 1% from professional employers, artisans and employees	500.00
	<u>\$2,266.00</u>

Probable expenses:

Decree number 2331 (Sherbrooke):

Salaries and administration expenses	\$1,144.00
Travelling	206.00
	<u>\$1,350.00</u>

Decree number 3516 (Windsor):

Administration expenses	390.00
Travelling and miscellaneous	26.00
	<u>\$ 416.00</u>

Decree number 2861 (Richmond):

Administration expenses	390.00
Travelling and miscellaneous	110.00
	<u>\$ 500.00</u>
	<u>\$2,266.00</u>

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour,
Department of Labour,
Quebec, June 3, 1950.

27654-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

NOTICE OF LEVY

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire des Arts graphiques du Saguenay, établi en exécution du décret numéro 1414 du 14 décembre 1949, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 582 du 24 mai 1950 (section "D"), le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements) à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après décrits:

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that "Le Comité paritaire des Arts graphiques du Saguenay", established under decree No. 1414 of December 14, 1949, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 582 of May 24, 1950 (part "D"), in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments) to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by said decree, according to the method and rate hereafter described:

1. Cotisation

1. Assessment

La période de cotisation s'étend du 1er juin 1950 au 1er juin 1951; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

The period of levy extends from June 1st, 1950 to June 1st, 1951; such levy shall apply as follows:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 1414 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

a) Every professional employer governed by the decree number 1414 shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll for the employees governed by the said decree.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 1414 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, soit \$0.25 par semaine.

b) All artisans governed by the said decree number 1414 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages established in the decree for the journeyman receiving the lowest pay, i.e. \$0.25 per week.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 1414 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération (salaire fixe, pourcentages, commissions, allocations ou bonis).

c) Every employee governed by the said decree, number 1414, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of his remuneration (fixed wages, percentages, commissions, allocations or bonuses).

2. Mode de perception

2. Mode of collection

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which all particulars required by the said Parity Committee shall be given. The professional employer shall complete his report, sign and forward it to the Parity Committee every month.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments imposed on the employees by means of a deduction on the latter's wages.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 10 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 10th day of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and the sums payable to the Parity Committee by his employees. The committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

The assessments imposed by the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the necessary information, five days notice shall be given to him to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Rapport financier

3. Financial report

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

In pursuance of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des Arts Graphiques du Saguenay, pour la période comprise entre le 1er juin 1950 et le 1er juin 1951.

COMITÉ PARITAIRE DES ARTS GRAPHIQUES
DU SAGUENAY
Siège social: Chicoutimi

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er juin 1950 et le 1er juin 1951.

Recettes:

Cotisations (½ de 1%):

Employeurs professionnels	\$ 875.00
Artisans	50.00
Salariés	875.00
Honoraires d'examen	20.00
	<hr/>
	\$1,820.00

Déboursés:

Salaire et dépenses du secrétaire-gérant	\$1,300.00
Papeterie, timbres, etc.	175.00
Frais de représentation et jetons de présence des membres du Comité ..	200.00
Frais d'inspection	145.00
	<hr/>
	\$1,820.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.
Ministère du Travail,
Québec, le 3 juin 1950. 27654-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que la Commission conjointe des Coiffeurs pour Dames de Montréal, établie en exécution du décret numéro 1343, du 29 mai 1941, et amendements, a été autorisée par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 582 du 24 mai 1950, section "F", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 7 juin 1950 au 7 juin 1951; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné;

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 1343 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de la liste des salaires fixes, commissions, bonis, allocations qu'ils versent à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans assujettis audit décret numéro 1343, doivent également verser au comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire moyen de \$25.00 par semaine.

c) Les salariés assujettis audit décret, numéro 1343, doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leurs salaires fixes, commissions, bonis et allocations.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire met à la disposition

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the "Comité paritaire des Arts graphiques du Saguenay" for the period between June 1st, 1950 to June 1st, 1951.

COMITÉ PARITAIRE DES ARTS GRAPHIQUES
DU SAGUENAY
(Corporate seat): Chicoutimi

Estimate of the receipts and disbursements for the period between June 1st, 1950 and June 1st, 1951.

Receipts:

Assessments (½ of 1%):

Professional employers	\$ 875.00
Artisans	50.00
Employees	875.00
Examination fees	20.00
	<hr/>
	\$1,820.00

Disbursements:

Salary and expenses of the Secretary-Manager	\$1,300.00
Stationery, stamps, etc.	175.00
Representation and meeting expenses of Committee members	200.00
Inspection fees	145.00
	<hr/>
	\$1,820.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.
Department of Labour,
Quebec, June 3, 1950. 27654-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Commission of the Ladies Hairdressing Trade of Montreal, formed under decree number 1343, of May 29, 1941, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 582 of May 24, 1950, part "F", pursuant to the provisions of Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), to collect levies from professional employers, artisans and employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Levy*

The period of levy extends from the 7th of June 1950 to the 7th of June 1951 and applies as hereinafter mentioned:

a) The professional employers governed by the decree No. 1343 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the fixed wages and commissions, bonuses, allocations paid to their employees subject to the said decree.

b) All the artisans subject to decree No. 1343 must also pay to the Parity Committee ½ of 1% of the wage rate of \$25.00 per week.

c) The employees governed by the decree 1343 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of their fixed wages and commissions, bonuses and allocations.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these levies, the Parity Committee shall furnish the

des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les heures de travail, les salaires payés, y compris la proportion des commissions gagnées, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au comité paritaire.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même la rémunération de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent au comité paritaire et les faire parvenir lui-même audit comité en même temps que sa propre cotisation.

Le rapport de l'employeur professionnel, accompagné des cotisations, doit être signé et transmis au comité paritaire dans les cinq jours qui suivent l'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

Le comité paritaire a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des dépenses prévues de la Commission conjointe des coiffeurs pour dames de Montréal, pour la période comprise entre le 7 juin 1950 et le 7 juin 1951.

COMMISSION CONJOINTE DES COIFFEURS POUR DAMES DE MONTRÉAL

Budget proposé pour la période comprise entre le 7 juin 1950 et le 7 juin 1951.

Recettes:
Cotisations (½ de 1%):

Employeurs	\$ 5,800.00
Salariés	5,800.00
Artisans	3,600.00
Examens et apprentis	700.00
Divers, pénalités, etc.	100.00
	<hr/>
	\$16,000.00

Débourrés:

Salaires	\$ 5,216.00
Frais d'auto et déplacements	2,520.00
Loyer et téléphone	760.00
Taxes et assurances	120.00
Timbres, frais de poste et accise	300.00
Papeterie et divers pour bureau	450.00
Entretien du bureau	60.00
Vérification	200.00
Frais judiciaires et extrajudiciaires	2,500.00
Frais d'enquêtes	750.00
Frais d'examens	800.00
Frais de déplacements pour assemblées	1,050.00
Mobilier de bureau	300.00
Subvention à la Commission d'apprentissage	500.00
Divers et imprévus	474.00
	<hr/>
	\$16,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 3 juin 1950. 27654-o

professional employers with printed forms, indicating the hours of labour, the wages paid, including the proportion of commissions earned, the money collected during the week and the sums sent to the Parity Committee.

The professional employer shall have these report forms filled in and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of every one of his employees, the sums owed to the Parity Committee, and send same himself to the said committee, together with his own assessments.

The report of every professional employer must be signed and sent, together with assessments, to the Parity Committee within (5) days after the date of expiration of the period for which it is requirable.

The Committee has the right to exact sworn reports every time it deems it advisable.

3. Financial report

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

An estimate of the probable receipts and disbursements of the Joint Commission of the Ladies Hairdressing Trade of Montreal, for the period comprised between June 7, 1950 and June 7, 1951, is annexed hereto.

JOINT COMMISSION OF THE LADIES' HAIRDRESSING TRADE OF MONTREAL

Proposed Budget for the period between June 7, 1950 and June 7, 1951.

Receipts:
Assessments (½ of 1%):

Employers	\$ 5,800.00
Employees	5,800.00
Artisans	3,600.00
Examinations and apprentices	700.00
Miscellaneous, penalties, etc.	100.00
	<hr/>
	\$16,000.00

Disbursements:

Salaries	\$ 5,216.00
Automobile and travelling expenses	2,520.00
Rent and telephone	760.00
Taxes and insurance	120.00
Postage and excise duties	300.00
Stationery and miscellaneous office expenses	450.00
Office upkeep	60.00
Audition	200.00
Judicial and extra-judicial fees	2,500.00
Investigation expenses	750.00
Examination expenses	800.00
Travelling expenses re: meetings	1,050.00
Office furniture	300.00
Subvention to the Apprenticeship Commission	500.00
Miscellaneous and unforeseen expenses	474.00
	<hr/>
	\$16,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 3, 1950. 27654-o

Département du trésor
Assurances

AVIS

Avis est par les présentes donné que la Compagnie d'Assurances Mutuelles des Marchands Détaillants, constituée en corporation par la Loi 8 Geo. VI, chapitre 78, ayant réassuré tous ses contrats d'assurance en vigueur, le 15 février 1950, auprès de "The Central Manufacturers Mutual Insurance Company", une corporation dont le siège social est à Van Wert, Etat de Ohio, Etats-Unis d'Amérique, et autorisée à faire affaires dans la Province, en vertu d'un contrat de réassurance intervenu entre ces deux corporations le 15 février 1950 pour prendre effet le même jour, s'adressera au Lieutenant-Gouverneur en conseil, le premier jour d'août 1950, pour obtenir la remise des valeurs déposées auprès du Trésorier de la Province, conformément à l'article 94 de la Loi des assurances.

Avis est de plus donné que tous les créanciers éventuels ou actuels qui s'opposent à la remise des valeurs à la Compagnie d'Assurances Mutuelles des Marchands Détaillants doivent produire leur opposition au Bureau de l'Inspecteur des assurances, Service des assurances, Hôtel du Gouvernement, Québec, le 1er jour d'août 1950 ou avant le 1er jour d'août 1950.

Donné à Montréal, ce quinzième jour d'avril 1950.

La Compagnie d'Assurance Mutuelles
des Marchands Détaillants,

Le Secrétaire,

27636-o FERNAND BOISSEAU.

Voirie

AVIS

Les parties de chemins ci-après désignées cesseront à l'avenir d'être entretenues par le ministère de la Voirie. Ayant été remplacées par de nouvelles sections redressées et améliorées, elles sont devenues inutiles pour la circulation:

Route N° 55 — Tour du Lac Saint-Jean.

Dans le comté de Roberval.

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Prime:

Une section de 1678 pieds, au nord-est de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos P-37 et P-38A.

Dans la municipalité de Saint-Félicien:

Une section de 1572 pieds, au nord de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos P-39.

Québec, le 17 mai 1950.

Le Ministre de la Voirie,
ANTONIO TALBOT.

27637-o

Greffe de notaire

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à la Chambre des Notaires par Me Frederick K. Stevenson, notaire demeurant et exerçant à Montréal, district judiciaire de Montréal, par laquelle il demande la transmission en sa faveur des minutes, répertoire et index de Me Randolph Bridgman, notaire de Montréal.

Montréal, 29 mai 1950.

Le Secrétaire-trésorier de la Chambre
des Notaires,
ARTHUR COURTOIS.

27638-o

Treasury Department
Insurance

NOTICE

Notice is hereby given that the Retail Merchants Mutual Insurance Company incorporated by the Act 8 Geo. VI, chapter 78, having re-insured all its outstanding contracts of insurance, the 15th of February 1950, with The Central Manufacturers Mutual Insurance Company, a corporation whose head office is situate at Van Wert, State of Ohio, United States of America, and authorized to do business in the Province, according to a reinsurance contract entered into by these two corporations the 15th of February 1950 to take effect the same day, will apply to the Lieutenant-Governor in Council, on the 1st of August 1950 for the release of its securities deposited with the Treasurer of the Province in accordance with the Section 94 of the Quebec Insurance Act.

Notice is hereby further given that all creditors, contingent or actual, opposing the release of the securities to the Retail Merchants Mutual Insurance Company must file their opposition at the office of the Inspector of Insurance, Department of Insurance, Parliament Buildings, Quebec, on or before the 1st day of August 1950.

Given at Montreal, this fifteenth day of April 1950.

Retail Merchants
Mutual Insurance Company,

FERNAND BOISSEAU,

Secretary.

27636-o

Roads

NOTICE

The parts of the roads hereinafter mentioned will cease for the future to be maintained by the Department of Roads. Having been replaced by new straightened and improved sections, they have become useless for traffic.

Highway No. 55 — Lake St. John Tour.

In the county of Roberval.

In the municipality of the parish of Saint-Prime:

A section of 1678 feet, northeast of the new highway, on or facing lots Nos. P-37 and P-38A.

In the municipality of Saint-Félicien:

A section of 1572 feet, north of the new highway, on or facing lots Nos P-39.

Quebec, May 17, 1950.

ANTONIO TALBOT,
Minister of Roads.

27637

Notarial Record

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to the Board of Notaries, by Me Frederick K. Stevenson, Notary residing and practising at Montreal, Judicial District of Montreal, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of Me Randolph Bridgman, Notary of Montreal.

Montreal, May 29th 1950.

ARTHUR COURTOIS,
Secretary-Treasurer of the Board
of Notaries.

27638-o

Examens du Barreau — Bar Examinations

BARREAU DES LAURENTIDES — BAR OF LAURENTIDES

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Examens de juillet 1950 — Examinations of July, 1950

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collèges Colleges
Blanchard..... Therrien.....	Jean..... Vianney.....	20 19	Ste-Thérèse..... St-Paul l'Ermité...	Séminaire de Ste-Thérèse. Collège de L'Assomption.

Joliette, 31 mai 1950 — Joliette, May 31, 1950.

Le Secrétaire du Barreau des Laurentides,
MAURICE MAJEAU,
Secretary of the Bar of Laurentides.

27648-22-2-o

BARREAU DE SAINT-FRANÇOIS — BAR OF SAINT FRANCIS

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À LA PRATIQUE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Examens de juillet 1950 — Examinations of July, 1950

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence
Beaudry.....	Paul.....	28	Sherbrooke.

Sherbrooke, le 23 mai 1950 — Sherbrooke, May 23, 1950.

Le Secrétaire du Barreau de Saint-François,
GUY BLANCHETTE,
Secretary of the Bar of Saint Francis.

27648-22-2-o

Lettres patentes supplémentaires

Supplementary Letters Patent

Compagnie Trudeau Ltée

Compagnie Trudeau Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 30 mai 1950, à la "Compagnie Trudeau Ltée", ratifiant son Règlement N° XXI: a) réduisant son capital-actions par l'annulation de 8,500 actions ordinaires de \$10 chacune et de 1,000 actions privilégiées de \$100 chacune; b) augmentant son capital-actions par la création de 30,000 nouvelles actions privilégiées de \$10 chacune sujettes aux droits, privilèges, restrictions et limitations indiqués audit règlement.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the thirtieth day of May, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Compagnie Trudeau Ltée", ratifying its By-law No. XXI: a) reducing its capital stock by the cancellation of 8,500 common shares of \$10 each and 1,000 preferred shares of \$100 each; b) increasing its capital stock by the creation of 30,000 new preferred shares of \$10 each subject to the rights, privileges, restrictions and limitations indicated in the said by-law.

Daté du bureau du Procureur général, le 30 mai 1950.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of May, 1950.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS,

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

27652-o

27652

**Consolidated Rochette Mines Ltd.
(Libre de responsabilité personnelle)**

**Consolidated Rochette Mines Ltd.
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 30 mai 1950, à la compagnie "Rochette Gold Mines Company Limited" (Li-

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of May, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Rochette Gold Mines Company Limited" (No

bre de responsabilité personnelle), constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec par lettres patentes en date du 8 juillet 1936, et par lettres patentes supplémentaires en date du 23 mai 1950 changeant son nom en celui de "Consolidated Rochette Mines Ltd." (Libre de responsabilité personnelle).

Daté du bureau du Procureur général, le 30 mai 1950.

L'Assistant-procureur général,
27652 L. DÉSILETS.

Personal Liability), incorporated under the Quebec Mining Companies Act by letters patent dated July 8, 1936, and by supplementary letters patent dated May 23, 1950, changing its name into that of "Consolidated Rochette Mines Ltd." (No Personal Liability).

Dated at the office of the Attorney General, the 30th day of May, 1950.

L. DÉSILETS,
27652-o Deputy Attorney General.

Nomination

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commission, de faire la nomination suivante:

Québec, 3 mai 1950.

M. Henri Monty, avocat, conseil en loi de Sa Majesté, de la cité de Montréal: recorder à la Cour du recorder de la cité de Montréal, à compter du 10 mai 1950.
27649-o

Appointment

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointment:

Quebec, May 3, 1950.

Mr. Henri Monty, advocate, King's Counsel, of the city of Montreal: to be Recorder for the Recorder's Court of the City of Montreal, as from the 10th day of May, 1950.
27649

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général, L. DÉSILETS, ATTENDU que lors de la dernière session de la Législature de Québec, la charte de l'Université de Montréal a été refondue et améliorée par le bill N° 69 (14 George VI, chapitre 142);

ATTENDU que cette loi entre en vigueur à la date qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer par proclamation;

ATTENDU que Son Excellence Mgr l'Archevêque de Montréal, qui est de droit chancelier de l'Université de Montréal, a exprimé au Premier ministre de la province le désir que cette loi soit mise en vigueur dès les premiers jours de juin prochain;

ATTENDU qu'il y a lieu de fixer au cinq juin 1950, la date de l'entrée en vigueur de cette loi;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, exprimé dans l'arrêté en conseil numéro 590, du 31 mai 1950, et conformément aux dispositions de la loi concernant la charte de l'Université de Montréal (14 George VI, chapitre 142), Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que la date de l'entrée en vigueur de la loi 14 George VI, chapitre 142, intitulée "Loi concernant la charte de l'Université de Montréal", soit fixée au cinq juin 1950.

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, Deputy Attorney General, WHEREAS at the last session of the Quebec Legislature, the charter of the University of Montreal was revised and improved by Bill No. 69 (14 George VI, chapter 142);

WHEREAS the said Act comes into force on such date as the Lieutenant-Governor in Council may be pleased to fix by proclamation;

WHEREAS His Excellency the Archbishop of Montreal, who is of right the chancellor of the University of Montreal, has expressed to the Prime Minister of the Province the desire that the said Act be put into force early in June next;

WHEREAS it is expedient to fix to the fifth day of June, 1950, the date of the coming into force of the said Act;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in the Order in Council No. 590 of the 31st of May, 1950, and pursuant to the provisions of the Act respecting the charter of The University of Montreal (14 George VI, chapter 142), We have enacted and ordered and do hereby enact and order that the date of the coming into force of the Act 14 George VI, chapter 142, intituled "An Act respecting the charter of The University of Montreal", be fixed to the fifth day of June, 1950.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce trente et unième jour de mai en l'année mil neuf cent cinquante de l'ère chrétienne et de Notre Règne la quatorzième année.

Par ordre,
Le Sous-secrétaire de la Province,
27647-o JEAN BRUCHÉSI.

OF ALL OF WHICH our loving subjects and all others, whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec in Our Province of Quebec this thirty-first day of the month of May, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and fifty, and the fourteenth year of Our Reign.

By command,
JEAN BRUCHÉSI,
27647 Under Secretary of the Province.

Sièges sociaux

AVIS

MOUNTAIN CREST MINES, LIMITED (L.R.P.)

Par résolution du bureau de direction, le siège social de la compagnie "Mountain Crest Mines, Limited", l.r.p. sera à 1555 rue Mackay, en la cité de Montréal.

Montréal, 1er mai 1950.
(Sceau)

Le Secrétaire,
27627 ANT. B. HAMELIN.

HENRI HARWOOD & COMPAGNIE (LTÉE)

Avis est donné que la compagnie "Henri Harwood & Compagnie (Ltée)" constituée en corporation par lettres patentes en date du 22ième jour de janvier 1949, et ayant son bureau principal dans la cité et le district de Montréal, a établi son bureau au numéro 257 est de la rue Des Commissaires.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce Sième jour de mai 1950.

Le Secrétaire-trésorier,
27639-o CLAUDE HARWOOD.

Canada,
Province de Québec, District de Québec

CAPITOL JEWELLERS INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Capitol Jewellers Inc.", une compagnie constituée en corporation par lettres patentes en date du 25 janvier 1950, et ayant son siège social en la cité de Québec, a établi son bureau au N° 198, rue St-Jean, cité de Québec.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Québec, le 1er février 1950.

Le Secrétaire,
27646 PHILO TALBOT.

Head Offices

NOTICE

MOUNTAIN CREST MINES, LIMITED (N.P.L.)

By resolution of the Board of Directors, the Head-Office of "Mountain Crest Mines, Limited," n.p.l., will be at 1555 Mackay Street, in the City of Montreal.

Montreal, May 1st, 1950.
(Seal)

ANT. B. HAMELIN,
27627-o Secretary.

HENRI HARWOOD & COMPAGNIE (LTÉE)

Notice is given that the company "Henri Harwood & Compagnie (Ltée)" incorporated by letters patent dated the 22nd day of January, 1949, and having its head office in the city and district of Montreal, has established its office at No. 257 des Commissaires street East.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 8th day of May, 1950.

CLAUDE HARWOOD,
27639 Secretary-Treasurer.

Canada,
Province of Quebec, District of Quebec

CAPITOL JEWELLERS INC.

Notice is hereby given that the "Capitol Jewellers Inc.", company incorporated by Letters Patent on the 25th of January 1950, having its head-office in the City of Quebec, has established its office at no. 198, St. John Street, Quebec City.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head-office of the company.

Dated at Quebec this 1st day of February 1950.

PHILO TALBOT,
27646-o Secretary.

Canada, Province de Québec, District de
BedfordCanada, Province of Quebec, District of
Bedford

In re: EASTERN WHITEWEAR COMPANY LIMITED

In re: EASTERN WHITEWEAR COMPANY LIMITED

Règlement changeant l'endroit du siège social

A By-law changing the location of the Head
Office

Règlement N° 17

By-Law No. 17

"Qu'il soit décrété et il est par les présentes décrété comme règlement de la "Eastern Whitewear Company Limited" que l'endroit du siège social de la compagnie soit et ledit endroit est par les présentes changé et transporté du N° 42 de la rue Dépôt, dans la ville de Farnham, à Notre-Dame de Stanbridge, comté de Missisquoi, dans la province de Québec."

"Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of the "Eastern Whitewear Company Limited" that the location of the head office of the company be and the same is hereby changed and moved from No. 42 Dépôt street, in the Town of Farnham, to Notre-Dame de Stanbridge, county of Missisquoi, in the Province of Quebec"

Certifié copie exacte.
Farnham, ce 13 mai, 1950.
(Scellé)

Certified true copy.
Farnham, May 13, 1950.
(Seal)

Le Président,
AIMÉ FOURNIER,
Le Secrétaire,
NAPOLEON MESSIER.

AIMÉ FOURNIER,
President.
NAPOLEON MESSIER,
Secretary.

27629-o

27629

Soumissions

Tenders

Province de Québec

Province of Quebec

LA COMMISSION SCOLAIRE PROTESTANTE
DE ONSLOW
(Comté de Pontiac)

THE PROTESTANT SCHOOL COMMISSION
OF ONSLOW
(County of Pontiac)

Avis public est, par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Helen P. Campbell, secrétaire-trésorier, Beech Grove, comté de Pontiac, jusqu'à 8 heures p. m., le 21^{ème} jour de juin 1950, pour l'achat de \$105,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles protestantes de la municipalité de Onslow datées du 2 juillet 1950 et remboursables par séries du 2 juillet 1951 au 2 juillet 1960 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année payable semi-annuellement le 2 juillet et le 2 janvier de chaque année. L'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Helen P. Campbell, Secretary-Treasurer, Beech Grove, county of Pontiac, up to 8 o'clock P. M., on the 21st day of June 1950, for the purchase of \$105,000.00 of bonds of the Protestant School Commissioners for the Municipality of Onslow, dated July 2nd, 1950 and redeemable serially from July 2nd, 1951 to July 2nd, 1960 inclusively, with interest at a rate not exceeding 3½% per annum payable semi-annually the 2nd day of July and the 2nd day of January of each year. The interest may be the same for the total issue or may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Tableau d'amortissement — \$105,000.00 — 10 ans

Table of redemption — \$105,000.00 — 10 years

Année	Capital
2 juillet 1951.	x \$18,500.00
2 juillet 1952.	x 19,500.00
2 juillet 1953.	x 20,000.00
2 juillet 1954.	x 21,000.00
2 juillet 1955.	4,000.00
2 juillet 1956.	4,000.00
2 juillet 1957.	4,500.00
2 juillet 1958.	4,500.00
2 juillet 1959.	4,500.00
2 juillet 1960.	4,500.00

Year	Capital
July 2nd, 1951.	x \$18,500.00
July 2nd, 1952.	x 19,500.00
July 2nd, 1953.	x 20,000.00
July 2nd, 1954.	x 21,000.00
July 2nd, 1955.	4,000.00
July 2nd, 1956.	4,000.00
July 2nd, 1957.	4,500.00
July 2nd, 1958.	4,500.00
July 2nd, 1959.	4,500.00
July 2nd, 1960.	4,500.00

Les x indiquent les années durant lesquelles un octroi, au montant total de \$70,000.00 accordé par le Secrétaire de la Province et payable en quatre versements de \$17,500.00 chacun, de 1951 à 1954 inclusivement, sera reçu et appliqué au service de cet emprunt.

Le capital et les intérêts seront payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, Québec ou Quyon, comté de Pontiac.

The letters x indicate the year during which a grant, to the total amount of \$70,000.00, granted by the Provincial Secretary and payable in four instalments of \$17,500.00 each, from 1951 to 1954 inclusively, will be received and applied to the use of such loan.

Capital and interest will be payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or Quyon, county of Pontiac.

Ces obligations peuvent, sous l'autorité du chapitre 212 des statuts refondus de Québec 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute date d'échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant total de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une assemblée des commissaires d'écoles, qui sera tenue mercredi le 21 juin 1950, à 8 heures p. m., à l'école publique de Quyon.

Les commissaires se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Daté à Onslow, comté de Pontiac, le 30ième jour de mai 1950.

Le Secrétaire-trésorier,
HELEN P. CAMPBELL,
Beech Grove,
comté de Pontiac, P. Q.

27640

Province de Québec

COMMISSION SCOLAIRE DE L'IMMACULÉE-
CONCEPTION DE LACHUTE-MILLS
(COMTÉ D'ARGENTEUIL)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Ed. Lavoie, secrétaire-trésorier, C.P. 260, Lachute-Mills, comté d'Argenteuil, jusqu'à 8 heures p.m., mardi le 20 juin 1950, pour l'achat de \$150,000 d'obligations de la commission scolaire de l'Immaculée-Conception de Lachute-Mills, datées du 2 juillet 1950 et remboursables par séries du 2 juillet 1951 au 2 juillet 1970 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année payable semi-annuellement les 2 janvier et 2 juillet de chaque année. L'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$150,000 — 20 ans

Année	Capital
2 juillet 1951 x	\$ 19,000.00
2 juillet 1952 x	19,500.00
2 juillet 1953 x	20,500.00
2 juillet 1954 x	21,000.00
2 juillet 1955 x	21,500.00
2 juillet 1956	2,500.00
2 juillet 1957	2,500.00
2 juillet 1958	2,500.00
2 juillet 1959	3,000.00
2 juillet 1960	3,000.00
2 juillet 1961	3,000.00
2 juillet 1962	3,000.00
2 juillet 1963	3,000.00
2 juillet 1964	3,500.00
2 juillet 1965	3,500.00
2 juillet 1966	3,500.00
2 juillet 1967	3,500.00
2 juillet 1968	4,000.00
2 juillet 1969	4,000.00
2 juillet 1970	4,000.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements d'un octroi au montant total de \$100,000, accordé par le Secrétaire de la Province

These bonds may, under the authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest payment date; however, if such redemption be partial the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the total amount of the loan, and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners, to be held on Wednesday, June 21st, 1950, at 8 o'clock, P. M., at the Quyon Public School.

The Commissioners do not bind themselves to accept the highest nor any of the tenders.

Dated at Onslow, county of Pontiac, the 30th day of May, 1950.

HELEN P. CAMPBELL,
Secretary-Treasurer,
Beech Grove,
County of Pontiac, P. Q.

27640-o

Province of Quebec

SCHOOL COMMISSION OF L'IMMACULÉE-
CONCEPTION DE LACHUTE-MILLS
(COUNTY OF ARGENTEUIL)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Ed. Lavoie, secretary-treasurer, P.O. Box 260, Lachute-Mills, county of Argenteuil, up to 8 o'clock p.m., Tuesday the 20th day of June, 1950, for the purchase of \$150,000 of bonds of the school commission of l'Immaculée-Conception de Lachute-Mills, dated the 2nd of July, 1950, and redeemable serially from the 2nd of July 1951 to the 2nd of July 1970 inclusive, with interest at a rate not exceeding 3½% per annum, payable semi-annually the 2nd of January and 2nd of July of each year. Interest may be the same for the total issue or may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$150,000 — 20 years

Year	Capital
July 2nd, 1951 x	\$ 19,000.00
July 2nd, 1952 x	19,500.00
July 2nd, 1953 x	20,500.00
July 2nd, 1954 x	21,000.00
July 2nd, 1955 x	21,500.00
July 2nd, 1956	2,500.00
July 2nd, 1957	2,500.00
July 2nd, 1958	2,500.00
July 2nd, 1959	3,000.00
July 2nd, 1960	3,000.00
July 2nd, 1961	3,000.00
July 2nd, 1962	3,000.00
July 2nd, 1963	3,000.00
July 2nd, 1964	3,500.00
July 2nd, 1965	3,500.00
July 2nd, 1966	3,500.00
July 2nd, 1967	3,500.00
July 2nd, 1968	4,000.00
July 2nd, 1969	4,000.00
July 2nd, 1970	4,000.00

The letters x indicate the years during which payments of a grant to the total amount of \$100,000, from the Provincial Secretary and

et payable en cinq versements de \$20,000 chacun, de 1951 à 1955 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à Lachute, comté d'Argenteuil.

Ces obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant total de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance de la commission scolaire qui sera tenue le 20 juin 1950, à 8 heures p.m., à l'école de l'Immaculée-Conception, à Lachute-Mills.

Les commissaires se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Daté à Lachute-Mills, comté d'Argenteuil, ce 1er juin 1950.

Le Secrétaire-trésorier,
ED. LAVOIE,
C.P. 260,
Lachute-Mills,
Cté d'Argenteuil, P.Q.

27656-o

Province de Québec

VILLAGE DE PLESSISVILLE
(Comté de Mégantic)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné à son bureau à l'Hôtel de ville de Plessisville, jusqu'à 8 heures p. m., lundi le 19 juin 1950, pour l'achat de \$70,000.00 d'obligations de la municipalité du village de Plessisville, comté de Mégantic, datées du 1er juillet 1950 et remboursables par séries du 1er juillet 1951 au 1er juillet 1970 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année, payable semi-annuellement les 1er juillet et 1er janvier de chaque année. L'intérêt offert peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$70,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1951	\$2,500.00
1952	2,500.00
1953	2,500.00
1954	2,500.00
1955	3,000.00
1956	3,000.00
1957	3,000.00
1958	3,000.00
1959	3,000.00
1960	3,500.00
1961	4,500.00
1962	4,500.00
1963	5,000.00
1964	5,000.00
1965	5,000.00
1966	3,500.00
1967	3,500.00

payable in five instalments of \$20,000 each, from 1951 to 1955 inclusive, will be received and applied to the use of this loan.

Capital and interest will be payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec or at Lachute, county of Argenteuil.

The said bonds may be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest payment date, under authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the total amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commission to be held on the 20th of June, 1950, at 8 o'clock p.m., in the "Immaculée-Conception" school, at Lachute-Mills.

The commissioners do not bind themselves to accept the highest nor any of the tenders.

Dated at Lachute-Mills, county of Argenteuil, this 1st day of June, 1950.

ED. LAVOIE,
Secretary-Treasurer,
P.O. Box 260,
Lachute-Mills,
County of Argenteuil, P.Q.

27656

Province of Quebec

VILLAGE OF PLESSISVILLE
(County of Megantic)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned at his office in the Town Hall of Plessisville, until 8 o'clock p. m., on Monday, June 19, 1950, for the purchase of \$70,000.00 of bonds of the municipality of the Village of Plessisville, county of Megantic, dated July 1st, 1950, and redeemable serially from July 1st, 1951, to July 1st, 1970 inclusively, with interest at a rate not exceeding 3½% per annum, payable semi-annually on July 1st, and January 1st of each year. The interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$70,000.00 — 20 years

Year	Capital
1951	\$2,500.00
1952	2,500.00
1953	2,500.00
1954	2,500.00
1955	3,000.00
1956	3,000.00
1957	3,000.00
1958	3,000.00
1959	3,000.00
1960	3,500.00
1961	4,500.00
1962	4,500.00
1963	5,000.00
1964	5,000.00
1965	5,000.00
1966	3,500.00
1967	3,500.00

1968	3,500.00	1968	3,500.00
1969	3,500.00	1969	3,500.00
1970	3,500.00	1970	3,500.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec, ou à Plessisville.

Lesdites obligations pourront, en vertu des dispositions du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du Conseil qui sera tenue le 19 juin 1950, à 8 hres p. m., à la salle de l'hôtel de ville de Plessisville.

Le Conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Plessisville, ce 30ième jour de mai, 1950.

Le Secrétaire-trésorier,
MARCEL COLLIN.
 Hôtel de Ville,
 Plessisville,
 Comté de Mégantic.

27655-o

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure in Montreal, in Quebec or in Plessisville.

The said bonds may, under authority of Chapter 212 Revised Statutes of Quebec, 1941, be redeemed by anticipation, in whole or in part, on any interest payment date, at par; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by certified cheque, equal to 1% of the total amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to the date of their delivery.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council, Monday the 19th day of June, 1950, at 8 o'clock p. m., at the Town Hall.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Plessisville, this 30th day of May 1950.

MARCEL COLLIN,
 Secretary-Treasurer,
 Town Hall,
 Plessisville,
 County of Mégantic.

27655-o

Ventes — Loi de faillite

Canada, Province de Québec, District de Rimouski, Cour supérieure, N° 11,474. (Siégeant en matière de faillite).

Robert-G. Gagnon, garagiste, Cap-Chat, P.Q., failli, et Henri-A. Martin, Syndic.

Avis public, est par le présent donné que les terres et héritages sous mentionnés seront vendus aux temps et lieu respectifs, tel que mentionné plus bas.

"Une terre sise et située au premier rang de la paroisse de St-Norbert de Cap-Chat, mesurant une largeur de dix chaînes et dix-sept chainons, équivalent à trois arpents et demi, sur une profondeur de quatre-vingt-dix-sept chaînes, avec maison, garage, entrepôt, boutique à bois et boutique de forge et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, connue et désignée comme étant les lots portant les numéros cinquante-deux subdivision A et cinquante-deux subdivision B (52-A et 52-B) aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le canton Cap-Chat et bornée comme suit: vers le nord-ouest, par le Golfe St-Laurent, vers le nord-est, par le lot 51-D, de Dame Joseph Gagnon, vers le sud-est, par la ligne de division entre le premier rang et le petit rang Pointe Cap-Chat et vers le sud-ouest par le lot 52-D de Sieur Albert et René Gagnon, sauf à distraire du lot 52-B les emplacements vendus par Robert Gagnon à Messieurs Roland Gagnon, Luc Savoie, Joseph Gagné, Eustache Landry, et Joseph Savoie, aux termes des actes enregistrés au bureau d'enregistrement de Ste-Anne des Monts sous les numéros 8641, 9777, 8874, 9164 et 9165."

Pour être vendue sur les lieux à Cap-Chat, le VINGT-NEUVIEME jour de JUIN 1950 à DIX heures de l'avant-midi (heure avancée).

Sales — Bankruptcy Act

Canada, Province of Quebec, District of Rimouski, Superior Court, No. 11,474. (Sitting in Bankruptcy).

Robert G. Gagnon, garage keeper, Cap-Chat, P. Q. insolvent; & Henri A. Martin, Trustee.

Public notice is hereby given that the lands and hereditaments mentioned below will be sold at the respective time and place as mentioned below.

A farm situate and lying in the first range of the parish of St-Norbert de Cap-Chat, measuring a width of ten chains and seventeen links, equivalent to three arpents and one half, by a depth of ninety-seven chains—with the house, garage, warehouse, wood workshop and forge and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies, known and designated as being the lots bearing numbers fifty-two subdivision A and fifty-two subdivision B (52-A and 52B) on the official cadastral plan and in the book of reference for the township of Cap-Chat, and bounded as follows: towards the northwest, by the Gulf of St. Lawrence, towards the northeast, by lot 51-D, belonging to Dame Joseph Gagnon, towards the southeast, by the division line between the first range and the "petit rang Pointe Cap-Chat" and towards the southwest by lot 52-D belonging to Sieur Albert and René Gagnon, save to be deducted from lot 52-B the emplacements sold by Robert Gagnon to Messrs. Roland Gagnon, Luc Savoie, Joseph Gagné, Eustache Landry and Joseph Savoie, under the terms of deeds registered in the Registry Office of Ste-Anne des Monts under Nos. 8641, 9777, 8874, 9164 and 9165."

To be sold on the premises at Cap-Chat, on the TWENTY-NINTH day of JUNE, 1950, at TEN o'clock of the forenoon (Daylight Saving Time).

Cette vente aura le même effet qu'une vente faite par le shérif.

Rimouski, Qué., ce 25ième jour de mai 1950.

Le Syndic Licencié,
HENRI-A. MARTIN.

Bureau:

152A, de l'Évêché,
Rimouski, Qué.

27579-21-2-0

The said sale to have the same effect as a Sheriff's Sale.

Rimouski, Que., this 25th day of May, 1950.

HENRI A. MARTIN,
Licensed Trustee.

Office:

152A, de l'Évêché,
Rimouski, Qué.

27579-21-2

Canada, province de Québec, district de Québec. Cour Supérieure (en matière de faillite).

Canada, Province of Quebec, District of Quebec, Superior Court (sitting in Bankruptcy).

VENTE A L'ENCAN

Dans l'affaire de l'actif de: Wilfrid Vallée, hôtelier, Saint-Côme, comté de Beauce, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que: LUNDI DOUZE JUIN 1950, à 10.30 heures a.m., sera vendu par encan public, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Côme, comté de Beauce, l'immeuble de cette faillite décrit comme suit:

a) Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Côme, comté de Beauce, avec tous les droits et prétentions y attachés antérieurement avec hôtel et bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances; ledit emplacement est compris dans les bornes et délimitations suivantes: savoir: en front, au chemin public, au nord-ouest à la route, au nord-est à un chemin privé, et au sud-est borné par Siméon Paquet ou représentants, étant ledit emplacement les lots numéros quarante et un huit, quarante et un dix et partie de quarante et un neuf (41-8, 41-10 et partie 41-9) du cadastre officiel pour le premier rang du canton Linière, à compter d'Aubin de l'Isle, sujet à la rente existante.

L'item a l'immeuble sera offert en vente au plus haut et dernier enchérisseur et conformément aux articles 716, 717 et 719A du C. P. C. et aussi à l'article 45 de la Loi de Faillite, cette vente équivaut à la vente au Shérif.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant au soussigné. La propriété offerte en vente peut être visitée en tout temps en s'adressant au soussigné.

Toutes personnes désirant enchérir lors de la vente devront déposer avant la vente, entre les mains du syndic, une somme de trois mille piastres (\$3,000.00) en argent ou chèque accepté.

Condition de paiement: Argent comptant.
Québec, ce 2ième jour de mai 1950.

Le Syndic,
LOUIS ROBERT RUEL.

Bureaux:

107 rue Commercial, Lévis, Qué. 27489-18-2-0

Canada, Province de Québec

Division de Faillite N° 5 pour les districts judiciaires de Trois-Rivières et de Nicolet.

Dans l'affaire de: Maurice Adam Jourdain, garagiste de Grand'Mère, district des Trois-Rivières, cédant autorisé.

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble désigné comme suit:

"Un terrain anciennement de Ste-Flore, actuellement dans les limites de la Cité de Grand'Mère, mesurant un demi-arpent de largeur sur la profondeur d'un arpent; borné en front par le second rang Ste-Catherine, aujourd'hui sixième avenue ou rue Ste-Catherine, en profondeur et d'un côté par le terrain de J. A. Paquin, représentant Adélarde Gélinas et d'autre côté par le terrain de Vincent

AUCTION SALE

In the matter of the estate of: Wilfrid Vallée, hotelkeeper, Saint-Côme, county of Beauce, authorized assignor.

Notice is hereby given that on MONDAY the TWELFTH day of JUNE, 1950, at 10.30 o'clock a.m., there will be sold by public auction, at the church door of the parish of Saint-Côme, county of Beauce, the immovable of this estate described as follows:

a) An emplacement situate in the parish of Saint-Côme, county of Beauce, with all the rights and pretensions heretofore attached thereto with the hotel and buildings thereon erected, circumstances and dependencies; the said emplacement is comprised within the following boundaries and limits, to wit: in front, by the public road, on the northwest by the highway, on the northeast by a private road, and on the southeast by Siméon Paquet or representatives, being, the said emplacement lots numbers forty-one eight, forty-one ten and part of forty-one nine (41-8, 41-10 and part 41-9) on the official cadastre for the first range of the township Linière, starting from Aubin de l'Isle, subject to the existing rent.

Item a of the immovable will be sold to the highest and last bidder and pursuant to articles 716, 717 and 719A of the C. C. P., and also section 45 of the Bankruptcy Act, the said sale to have the effect of a Sheriff's sale.

The titles and certificates may be seen at any time by applying to the undersigned. The property offered for sale may be seen at any time by applying to the undersigned.

Any person desiring to bid at the time of the sale must deposit with the trustee, before the sale, a sum of three thousand dollars (\$3,000) in cash or by an accepted cheque.

Condition of payment: Cash.
Québec, this 2nd day of May, 1950.

LOUIS ROBERT RUEL,
Trustee.

Offices:

107 Commercial St., Lévis, Que. 27489-18-2-0

Canada, Province of Québec

Bankruptcy Division No. 5 for the judicial districts of Trois-Rivières and Nicolet.

In the matter of: Maurice Adam Jourdain, garage keeper of Grand'Mère, district of Trois-Rivières, authorized assignor.

Public notice is hereby given that the immovable described as follows:

"A lot of land heretofore of Ste-Flore, actually within the limits of the City of Grand'Mère, measuring one half arpent in width by one arpent in depth; bounded in front by the second Ste-Catherine range, now sixth avenue or Ste-Catherine street, in depth and on one side by the land of J. A. Paquin, representing Adélarde Gélinas and on the other side by the land of Vincent

cent et Lampron, représentant Dame Dontigny et Georges Dontigny; faisant partie du lot numéro Cent quarante-quatre (Ptie 144) des plan et livre de renvoi faits pour la Paroisse de Ste-Flore, avec le garage, circonstances et dépendances, sauf à distraire la lisière de terre qui a été cédée à la Cité de Grand'Mère l'élargissement de la rue Ste-Catherine et la construction du trottoir en ciment suivant acte passé devant Mtre L. J. Dostaler, Notaire, le 10 avril 1935 sous le N° 6311 de ses minutes;"

and Lapron representing Dame Dontigny and Georges Dontigny; forming part of lot number one hundred and forty-four (Pt. 144) on the plan and in the book of reference made for the parish of Ste-Flore-with the garage, circumstances and dependencies, save to be deducted the strip of land which was assigned to the City of Grand' Mère for the widening of Ste-Catherine street and the building of a cement sidewalk according to deed passed before Mtre L. J. Dostaler, Notary, on the 10th of April, 1935 under No. 6311 of his minutes;"

Sera vendu suivant un jugement de la Cour Supérieure pour le District de Trois-Rivières, en matière de faillite, rendu le dix-neuf mai mil neuf cent cinquante, portant le N° 709C des dossiers de la dite Cour, aux enchères publiques, de manière à donner à cette vente l'effet du décret, conformément aux prescriptions de l'Article quarante-cinq de la loi de faillite, à la porte de l'Église Saint Paul de Grand'Mère, District des Trois-Rivières, JEUDI le SIXIEME jour du mois de JUILLET mil neuf cent cinquante, à TROIS heures de l'après-midi (heure avancée de l'Est).

To be sold pursuant to a judgment of the Superior Court for the district of Trois-Rivières, sitting in Bankruptcy, rendered on the nineteenth of May, one thousand nine hundred and fifty, bearing No. 709C of the records of the said Court, by public auction, so as to give the said sale the effect of a Sheriff's sale, pursuant to the provisions of section forty-five of the Bankruptcy Act, at the church door of Saint-Paul de Grand' Mère, district of Trois-Rivières, on THURSDAY, the SIXTH day of the month of JULY, one thousand nine hundred and fifty, at THREE o'clock in the afternoon (Eastern Daylight Saving Time).

Condition de vente 10% comptant, la balance sous trois jours.

Pour informations et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Le Syndic,
ALBERT LAMARRE.
Bureau de Lamarre & Inns,
10 est rue St-Jacques, Montréal. 27630-22-2-0

Conditions of sale 10% cash, the balance within three days.

For information and list of charges, apply to the undersigned.

ALBERT LAMARRE,
Trustee.
Office of Lamarre & Inns,
10, St-James Street East, Montreal 27630-22-2

Ventes par licitations

Sales by Licitations

AVIS DE LICITATION

NOTICE OF LICITATION

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 282727.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 282727.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement, rendu par l'Honorable Juge T. Rhéaume, siégeant à la Cour Supérieure, le 9 mai 1950, dans une cause où Arthur Goyer, épiciier, des cité et district de Montréal, est demandeur, et Irène Goyer, Eva Goyer, toutes deux couturières, des mêmes lieux, et Joseph Goyer, constable, également des mêmes lieux, sont défendeurs, la licitation a été ordonnée des immeubles suivants, savoir:

Notice is hereby given that in virtue of a judgment rendered by the Honourable Justice T. Rhéaume, sitting in the Superior Court, on the 9th of May, 1950, in a case wherein Arthur Goyer, grocer, of the city and district of Montreal, is plaintiff; and Irène Goyer, Eva Goyer, both seamstresses, of the same place, and Joseph Goyer, constable, also of the same place, are defendants, the licitation of the following immovables was ordered, to wit:

"un emplacement ayant front sur la rue Albani, ci-devant Avenue des Cèdres, en la Cité de Montréal, contenant soixante-et-quinze pieds de largeur sur la rue Albani par cent pieds de profondeur; le dit emplacement étant composé:

"An emplacement fronting on Albani street, heretofore Cedar Avenue, in the city of Montreal, measuring seventy-five feet in width on Albani street, by one hundred feet in depth; the said emplacement being composed of:

a) du lot de terre connu et désigné sous le numéro soixante-et-dix-neuf de la subdivision officielle du lot original numéro vingt-cinq (25-79) sur le plan et au livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte des Neiges;

a) The lot of land known and designated as number seventy-nine of the official subdivision of original lot number twenty-five (25-79) on the official plan and in the book of reference for the incorporated village of Côte des Neiges;

b) de la partie sud-ouest du lot de terre connu et désigné sous le numéro soixante-et-dix-huit de la subdivision officielle du lot original numéro vingt-cinq (25 Ptie. S.O. 78) sur le plan et au livre de renvoi officiels dudit village incorporé de la Côte des Neiges, icelle partie de lot étant bornée: en front, par la rue Albani, ci-devant des Cèdres; en arrière, par la subdivision soixante-et-neuf dudit lot numéro vingt-cinq; au côté sud-ouest par la dite subdivision numéro soixante-et-dix-neuf dudit lot numéro vingt-cinq; et au côté nord-est, par la moitié nord-

b) The southwest part of the lot of land known and designated as number seventy-eight of the official subdivision of original lot number twenty-five (25 S.W. Pt. 78) on the official plan and in the book of reference for the said incorporated village of Côte des Neiges, the said part of lot being bounded: in front, by Albani street, heretofore Cedar; in rear, by the subdivision sixty-nine of said lot number twenty-five; on the southwest side by said subdivision seventy-nine of lot number twenty-five; and on the north-east side, by the northeast half of subdivision

est de la subdivision numéro soixante-et-dix-huit dudit lot numéro vingt-cinq.

Avec les bâtisses dessus construites, portant le numéro 3360 rue Albani".

Les immeubles susdésignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur le VINGT-HUIT JUIN 1950, à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi (heure avancée) à la Salle d'audience N° 31 du Palais de Justice, à Montréal, ou à toute autre Salle d'audience où les intéressés pourront être référés, le tout sujet à charges, clauses et conditions mentionnées dans le cahier des charges qui sera déposé au Greffe du Protonotaire de la dite Cour; et toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à la dite licitation devra être déposée au même Greffe du Protonotaire, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit, pour la vente et adjudication et toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication;

A défaut par les intéressés de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent avis, ils seront forclos du droit de le faire.

Un dépôt de \$1,250.00 devra être fait entre les mains de l'officier chargé de la vente, par tout offrant et enchérisseur lors de son enchère.

Montréal, le 17 mai 1950.

Les Procureurs du demandeur,
CARTIER, BARCELO, RIVARD &
27576-21-2-o BROUILLET.

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 281932.

AVIS DE VENTE PAR LICITATION

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Montréal, pour le district de Montréal, rendu le 3ème jour d'avril 1950, par l'Honorable Juge Pierre Casgrain, dans une cause portant le numéro 281-932 des dossiers de la dite Cour, où Dame Jeannine Hudon, épouse commune en biens de Lucien Montmarquette, journalier, avec lequel elle demeure à Montréal, district de Montréal, et ce dernier, tant pour autoriser son épouse aux fins des présentes que comme chef de ladite communauté de biens, sont demandeurs, et Jean Hudon, des cités et district de Montréal, Denise Hudon, épouse commune en biens de Roméo Dumont, garçon de table, des cités et district de Montréal, et ce dernier, tant pour autoriser son épouse aux fins des présentes que comme chef de la communauté de biens, et Jean Hudon, agissant au nom et comme tuteur de Guy Hudon, enfant mineur issu du mariage de Adélarud Hudon et de Alice Poirier, tous deux décédés, sont défendeurs, ordonnant la licitation de l'immeuble décrit comme suit, savoir:

"Un emplacement connu sous le numéro trentesix de la subdivision officielle du lot originaire numéro trois cent quatre vingt dix-sept (397-36) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe, avec bâtisses dessus érigées portant les numéros civiques 8504, 8506, 8508 de la rue Notre-Dame Est, à Montréal."

Ledit immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur JEUDI, le VINGT-NEUVIEME jour de JUIN 1950, à DIX heures et TRENTE a. m. (heure avancée) de l'avant-midi par ladite Cour, dans la chambre 31, au Palais de Justice, à Montréal, ou dans toute autre chambre dudit

number seventy-eight of said lot number twenty-five.

With the buildings thereon erected, bearing No. 3360 Albani street."

The above described immovables will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder, on the TWENTY-EIGHTH day of JUNE, 1950, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time), in the Court Room No. 31 of the Court House, at Montreal, or in any other Court Room to which the interested parties may be referred, the whole subject to the charges, clauses and conditions mentioned in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court; and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the Prothonotary at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication and any opposition for payment must be filed within six days following the adjudication; and, failing the interested parties to file the said oppositions within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

A deposit of \$1,250 to be made to the officer in charge of the sale, by each and every bidder at the time of his bid.

Montreal, May 17, 1950.

CARTIER, BARCELO, RIVARD &
27576-21-2 BROUILLET,
Attorneys for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 281-932.

NOTICE OF SALE BY LICITATION

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Montreal, for the district of Montreal, rendered on the 3rd day of April 1950, by Honourable Justice Pierre-F. Casgrain, in a case bearing number 281-932 of the records of the said Court, wherein Dame Jeannine Hudon, wife common as to property of Lucien Montmarquette, laborer, with whom she lives in Montreal, district of Montreal, and the latter, both to authorize his wife for the purposes hereof and as head of the said community of property, are plaintiffs, and Jean Hudon, of the city and district of Montreal, Denise Hudon, wife common as to property of Romeo Dumont, waiter, of the city and district of Montreal, and the latter, both to authorize his wife for the purposes hereof and as head of the community of property, and Jean Hudon, acting in the name and as the tutor of Guy Hudon, minor child born from the marriage of Adélarud Hudon and Alice Poirier, both deceased, are defendants, ordering the licitation of the immovable described as follows, to wit:

"An emplacement known under number thirty six of the official subdivision of the original lot number three hundred and ninety-seven (397-36) on the official plan and in the book of reference for the parish of Longue-Pointe, with buildings thereon erected, bearing civic numbers 8504, 8506, 8508 Notre-Dame Street East, in Montreal"

The said immovable hereinabove designated will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder, on THURSDAY, the TWENTY-NINTH day of JUNE, 1950, at 10.30 o'clock in the forenoon, (daylight saving time) by the said Court, in Room 31, at the Court House of Montreal, or in any other room

Palais de Justice désignée par le protonotaire de ladite Cour pour ladite vente, sujet aux clauses, charges et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au Greffe du Protonotaire de ladite Cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation devra être déposée au Greffe du Protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée audit Greffe dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les opposants de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits, ils seront foreclos du droit de le faire.

Un dépôt de mille dollars devra être fait par tout enchérisseur lors de son enchère.

Montréal, ce 24 mai 1950.

Les Procureurs des demandeurs,
27600-21-2-o DRAPEAU & MÉLANÇON.

of said Court House designated by the Prothonotary of the said Court, for the said sale, subject to the clauses, charges and conditions indicated in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw from the said licitation must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve days before the date fixed as aforesaid, for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed in the said office within the six days following the adjudication; and failing the parties to file the said oppositions within the delays prescribed, they will be foreclosed from so doing.

A deposit of one thousand dollars must be made by each and every bidder, at the time of his bid.

Montreal, May 24, 1950.

DRAPEAU & MÉLANÇON,
27600-21-2-o Attorneys for the plaintiffs.

Canada, Province de Québec, District de Québec, Cour Supérieure, N° 54,446.

EUGENE FLEURY, demandeur vs LÉGARÉ & AL., défendeurs.

Canada, Province of Quebec, District of Quebec, Superior Court No. 54,446.

EUGENE FLEURY, plaintiff, vs LÉGARÉ & AL., defendants.

AVIS DE LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Québec, dans le district de Québec, le cinquième jour de mai 1949, et confirmé par la Cour du Banc du Roi, le cinquième jour de mai 1950, dans une cause dans laquelle Eugène-Émile Fleury, journaliste, domicilié à Charlesbourg-Ouest, district de Québec, est demandeur et Jean-Baptiste Légaré, Joseph Légaré, Marie-Elisabeth Légaré, Yvonne Légaré, Marie-Aline Fleury, Anna-Marie Fleury, René Fleury sont défendeurs et Philémon Couture et Roger Noël, mis en cause, lequel jugement ordonnant la licitation des immeubles désignés comme suit, savoir: Un lopin de terre situé dans la paroisse de Charlesbourg, concession St-Bernard, de figure irrégulière, contenant un arpent et demi de largeur sur cinq arpents du côté nord-est et deux arpents et demi du côté sud-ouest de profondeur, plus ou moins, borné au sud-est par le chemin public et du côté nord-est par la terre de M. Arthur Beaulieu, représentant J.-B. Beaulieu, et du côté sud-ouest par celle de Rosario Bédard, représentant Onésime Simard, connu et désigné sous les numéros cent quatre-vingt-trois, cent quatre-vingt-cinq et cent quatre-vingt-cinq A (183, 185 et 185A) tous du cadastre officiel pour la paroisse de Charlesbourg, comté de Québec, contenant en superficie environ cinq arpents et soixante-seize perches, plus ou moins, sauf à distraire dudit lopin de terre:

a) la partie vendue pour le passage de la ligne du chemin de fer Québec et Lac St-Jean, suivant acte sous seing privé le 15 juillet 1890, enregistré au bureau d'enregistrement de Québec, le 18 juillet 1890 sous le numéro K-I-83, faisant partie des dits lots 183, 185 et 185A du cadastre de Charlesbourg et contenant en superficie un arpent et soixante-dix perches;

b) la partie appartenant aujourd'hui à M. Jules Chabot, faisant partie du dit lot numéro 183 du cadastre de Charlesbourg, de figure irrégulière, contenant quatre-vingts pieds depuis le chemin public allant vers le nord-est suivant la clôture qui sépare l'emplacement de M. Gaudiose Beaulieu ou représentants et cinquante-

NOTICE OF LICITATION

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Quebec, in the district of Quebec, on the fifth day of May, 1949, and confirmed by the Court, of King's Bench, on the fifth day of May, 1950, in a case wherein Eugène-Émile Fleury, labourer, domiciled at "Charlesbourg-ouest", district of Quebec, is plaintiff; and Jean-Baptiste Légaré, Joseph Légaré, Marie-Élisabeth Légaré, Yvonne Légaré, Marie Aline Fleury, Anna-Marie Fleury, René Fleury, are defendants; and Philémon Couture and Roger Noël, Mis en Cause, said judgment ordering the licitation of the immovables designated as follows, to wit: A parcel of land situate in the parish of Charlesbourg, St. Bernard Concession, of irregular figure, measuring one and one half arpent in width by five arpents on the northeast side and two and one half arpents on the southwest side, in depth, more or less, bounded on the southeast by the public road, and on the northeast side by the land of Mr. Arthur Beaulieu, representing J. B. Beaulieu, and on the southwest side by that of Rosario Bédard, representing Onésime Simard, known and designated under numbers one hundred and eighty-three, one hundred and eighty-five and one hundred and eighty-five A (183, 185 and 185A) all of the official cadastre for the parish of Charlesbourg, county of Quebec, containing about five arpents and seventy-six perches in superficial area, more or less, save to be deducted from said parcel of land:

a) The part sold for the Quebec and Lake St. John Railway Line right of way, according to a deed, by private agreement, of July 15, 1890, registered at Quebec Registry Office, July 18, 1890, under No. K-I-83, forming part of said lots 183, 185 and 185A, of the cadastre for Charlesbourg and containing a superficial area of one arpent and seventy perches;

b) The part actually belonging to Mr. Jules Chabot, forming part of said lot number 183 of the cadastre for Charlesbourg, of irregular figure, containing eighty feet from the public road, running northeast, following the fence separating the emplacement of Mr. Gaudiose Beaulieu or representatives and fifty-two feet from the north-

deux pieds depuis l'extrémité nord des dits 80 pieds en allant vers l'ouest et 96 pieds sur le chemin public au sud du dit emplacement mesure anglaise, borné le dit emplacement au nord par la terre des représentants de Joseph Légaré, au sud par le chemin public, au nord-est par la terre de Arthur Beaulieu le tout tel que décrit au long dans un acte de vente consenti par Vve Georges Fleury à M. Jules Chabot, enregistré au bureau d'enregistrement, devant R. Bélanger, notaire, le 1er avril 1945 et enregistré le lendemain à Québec sous le numéro 294031-B-597.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le DOUZE JUILLET 1950, devant le protonotaire, au bureau de ce dernier au Palais de Justice, en la Cité de Québec, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour.

Tout enchérisseur devra accompagner son offre d'une consignation de deux cents dollars (\$200.00).

Toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du Protonotaire de la dite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les dix jours après adjudication; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais perscrits par le présent avis, elles seront forcloses du droit de le faire.

Québec, 19 mai 1950.

Les Procureurs du demandeur,
27575-21-2-o LÉTOURNEAU & PARADIS.

ern extremity of said 80 feet running westward and 96 feet on the public road on the south of said emplacement, English measure, said emplacement bounded on the north by the land of the representatives of Joseph Légaré, on the south by the public road, on the northeast by the land of Arthur Beaulieu, the whole as described at length in a deed of sale consented by Widow Georges Fleury to Mr. Jules Chabot, registered at the Registry Office, before R. Bélanger, notary, on April 1st, 1945, and registered the following day, at Quebec, under number 294031-B-597.

The immovable hereinabove designated will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder, on JULY, TWELVE, 1950, before the Prothonotary, in the office of the said prothonotary, in the Court House at Quebec City, subject to the charges, clauses and conditions, indicated in the list of charges, filed at the office of the Prothonotary of the said Court.

Every bidder's offer must be accompanied by a deposit of two hundred dollars (\$200).

Any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court, at least twelve days before the date fixed, as aforesaid for the sale and adjudication, and any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to produce the said oppositions within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

Quebec, May 19, 1950.

LÉTOURNEAU & PARADIS,
27575-21-2 Attorneys for the Plaintiff.

Vente pour taxes

Province de Québec, comté de Chambly

CITÉ DE ST-LAMBERT

Avis public est, par les présentes, donné que la Commission Municipale de Québec, par un Arrêté en date du 10 mai, 1950, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'Article 54 de la Loi de la Commission Municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207) de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la Cité de Saint-Lambert, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence lesdits immeubles seront vendus par encan public dans la salle du Conseil à l'Hôtel de Ville de la Cité de Saint-Lambert, 35 rue Aberdeen, Saint-Lambert, MERCREDI, le VINGT-ET-UNIE-ME jour de MAI, 1950, à DIX heures du matin, heure avancée de l'est.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels toutes les taxes imposées et devenues exigibles et qui auront été payées avant la date de la vente.

La vente des immeubles décrits sur la liste
Immeubles sujets au droit de retrait.

Sale for Taxes

Province of Quebec, County of Chambly

CITY OF ST. LAMBERT

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission by an order dated May 10th, 1950, has directed the undersigned in conformity with the provisions of Article 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q. 1941, Chapter 207) to sell the immovables hereinafter described to satisfy the payment of the arrears of taxes due to the City of St. Lambert with interest and costs, and consequently said immovables will be sold by public auction in the Council Chamber at the City Hall of the City of St. Lambert, 35 Aberdeen Street, St. Lambert, on WEDNESDAY, the TWENTY-ONE JUNE, 1950, at TEN o'clock in the forenoon, Eastern Daylight Time.

However, shall be excluded from the sale those immovables on which all taxes imposed and that became exigible shall have been paid before the actual sale.

The sale of the immovables described as per list.
Immoveables subject to the right of redemption.

Role N° Roll No.	Nom Name	Location	Cad.	Sub-div.
920.....	Trebmalts Limited.....	Lapiniere Rd.....	262.....	2 3 4
642.....	Salvage Disposal Corp. Ltd.....	Upper Edison Ave....	P. 247.....	

Description: Un emplacement connu comme partie du lot N° 247 sur le Plan officiel et dans le Livre de renvoi de la paroisse Saint-Antoine de Longueuil, borné au Nord-Est par une rue et un chemin public, au Sud-Est par le lot officiel N° 246, au Sud-Ouest par une autre partie dudit lot N° 247 appartenant à la succession Terroux ou à ses représentants, et au Nord-Ouest par l'Avenue Edison et une autre partie du lot N° 247 appartenant à la succession Terroux.

Description: An emplacement known as Part of lot No. 247, on the Official Plan and book of reference of the parish of St. Antoine de Longueuil, bounded to the North-East by a street and by a public road, to the South-East by Official lot No. 246, to the South-West by another portion of said Lot No. 247, belonging to the Estate Terroux or representatives, and to the North-West by Edison Avenue and another part of Lot No. 247, belonging to the Estate Terroux.

Je certifie que la liste sus-dite contient une description complète et entière des lots qui doivent être vendus le vingt-et-unième jour de juin, 1950, par défaut de paiement de la répartition des immeubles, des taxes générales et spéciales imposées sur lesdits immeubles et dûes à la Cité de Saint-Lambert.

Les immeubles ci-haut mentionnés sont tous au Plan et Livre de Renvoi de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil et situé dans la Cité de Saint-Lambert.

Termes: Argent comptant ou chèque visé.

Donné en la Cité de Saint-Lambert, ce dix-septième jour de mai, 1950.

(Sceau)

27592-21-2-o Le Secrétaire-trésorier,
CLARENCE F. POTTER.

I certify that the foregoing list contains a complete and full description of the lots to be sold on the twenty-first day of June, 1950, for failure to pay real estate assessments, general and special taxes imposed on the said immovables and owing to the City of St. Lambert.

The above immovables are all on the Plan and Book of Reference of the Parish of St. Antoine de Longueuil and situated in the City of St. Lambert.

Terms: Cash or accepted cheque.

Given under my hand at the City of St. Lambert, this seventeenth day of May, 1950.

(Seal)

27592-21-2-o CLARENCE F. POTTER,
Secretary-Treasurer.

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

BEAUCE

Fieri Facias de Terris
Dans la Cour Supérieure
District de Beauce

St-Joseph de Beauce, { EMILE FLEURY, de-
à savoir: { mandeur, St-Mala-
N° 20,654 { chie; vs OVILA LA-
CASSE, défendeur, St-Malachie.

A savoir: les lots N° 71, 72 du cadastre pour la paroisse de St-Malachie (dans le 8ème rang, canton Frampton), ainsi que les bâtisses, les circonstances et dépendances, tel que le tout est actuellement avec les servitudes actives et passives, sans exception ni réserve.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale, en la paroisse de St-Malachie, le VINGT-SIXIEME jour de JUIN prochain à DIX heures du matin (heure avancée).

Le Shérif,

Bureau du Shérif, J.-S. POULIOT.
St-Joseph de Beauce, 15 mai 1950. 27530-20-2-o
[Première insertion: le 20 mai 1950]
[Seconde insertion: le 3 juin 1950]

GASPÉ

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure District de Gaspé

Percé, P. Q. { DAME LILIANE VAILLAN-
N° 3049. { COURT, de Ste Anne des

SHERIFF'S SALES

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LAND and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEAUCE

Fieri Facias de Terris
In the Superior Court
District of Beauce

St-Joseph de Beauce, { EMILE FLEURY
to wit: { plaintiff, St. Mala-
No. 20,654 { chie; vs OVILA LA-
CASSE, defendant, St. Malachie.

To wit: Lots Nos. 71, 72 of the cadastre for the parish of St-Malachie (in range 8, township of Frampton), with the buildings, circumstances and dependencies, as the whole presently subsists, with the active and passive servitudes, without any exception or reserve.

To be sold at the parochial church door of the parish of St-Malachie, on the TWENTY-SIXTH day of JUNE, next, at TEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time).

J.-S. POULIOT,

Sheriff's Office, Sheriff.
St-Joseph de Beauce, May 15, 1950. 27530-20-2
[First insertion: May 20, 1950]
[Second insertion: June 3, 1950]

GASPÉ

Fieri Facias de Terris
Superior Court, District of Gaspé

Percé, P. Q. { DAME LILIANE VAILLAN-
No. 3049. { COURT, of Ste-Anne des

Monts, comté de Gaspé, épouse commune en biens de J. Albert Pelletier, médecin, dudit endroit, dument autorisée à ester en justice, demanderesse vs J. ALBERT PELLETIER, médecin, de Ste-Anne des Monts, Comté de Gaspé, défendeur.

"Un terrain ou emplacement sis et situé au premier rang de la paroisse de Ste-Anne des Monts, connu et désigné comme faisant partie du lot portant le numéro Vingt-et-un-A (ptie de 21-A) aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le Fief Ste Anne des Monts Notre-Dame, borné vers le Nord par le chemin royal, à l'Est et au Sud par Delle Amélie Pelletier ou représentants et à l'Ouest par le lot numéro vingt-et-un-B, lequel terrain mesure une largeur de soixante-trois pieds sur une profondeur de deux cent quinze pieds, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, tel que le tout est actuellement, avec aussi la pharmacie."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Ste Anne des Monts, comté de Gaspé, le QUINZIEME jour de JUIN à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Percé, P. Q. le 5 mai 1950. [Première insertion: 13 mai 1950]

Le Shérif,
M. J. FURLONG.

Monts, county of Gaspé, wife common as to property of J. Albert Pelletier, physician, of the same place, duly authorized to "ester en justice", plaintiff; vs J. ALBERT PELLETIER, physician, of Ste-Anne des Monts, county of Gaspé, defendant.

"A lot of land or emplacement situate in the first range of the parish of Ste-Anne des Monts, known and designated as forming part of the lot bearing number twenty-one-A (Pt. of 21-A) on the official cadastral plan and in the book of reference for the Fief Ste-Anne des Monts Notre-Dame, bounded on the north by the King's Highway, on the east and south by Miss Amélie Pelletier, or representatives, and on the west by lot number twenty-one-B, said lot of land measuring a width of sixty-three feet, by a depth of two hundred and fifteen feet — with the buildings, thereon erected, circumstances and dependencies as the whole presently subsists, with also the pharmacy."

To be sold at the parochial church door of Ste-Anne des Monts, county of Gaspé, on the FIFTEENTH day of JUNE, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Percé, P.Q., May 5, 1950. [First insertion: May 13, 1950]

M. J. FURLONG,
Sheriff.

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure

Canada, Province de Québec, District de Kamouraska. N° 17450. } GÉRARD LAGACÉ, industriel de Biencourt, demandeur vs LES HÉRITIERS DE FEU JOSEPH LAVOIE, de son vivant commerçant de bois domicilié à Cabano, défendeur.

Un terrain de forme irrégulière situé dans le village de Cabano, comme faisant partie du lot N° 11 au cadastre de la paroisse de St-Louis du Ha! Ha! mesurant 119 pieds de largeur le long de la rue Commerciale et 165 pieds en arrière, au bout de la profondeur laquelle est de cinquante-cinq pieds, au bout nord-ouest, et soixante-onze pieds au bout sud-est; le tout plus ou moins et sans garantie de juste mesure; lequel terrain est borné au sud-ouest par la rue Commerciale, au nord-ouest par le terrain d'Octave Bérubé ou représentant, au nord-ouest, partie par celui dudit Octave Bérubé, et partie par celui de Thomas Albert, et au sud-est aussi par celui de Thomas Albert, avec bâtisses dessus construites et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Cabano, le MERCREDI, QUATORZIEME jour du mois de JUIN 1950 à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Rivière-du-Loup, le 9 mai 1950. [Première insertion: 13 mai 1950]

Le Shérif,
P.-E. MARTIN.

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court

Canada, Province of Quebec, District of Kamouraska. No. 17450. } GÉRARD LAGACÉ, industrialist, of Biencourt, plaintiff; vs THE HEIRS OF THE LATE JOSEPH LAVOIE, in his lifetime, lumber merchant, domiciled at Cabano, defendant.

A lot of land of irregular figure, situate in the village of Cabano, as forming part of lot No. 11 on the cadastre for the parish of Saint-Louis du Ha! Ha! measuring 119 in width along "Commerciale" Street, and 165 feet in rear, at the end of the depth, same being fifty-five feet, at the northwest end and seventy-one feet at the southeast end; the whole more or less, without guarantee of exact measurement; said lot of land being bounded on the southwest by "Commerciale" Street, on the northwest by the land of Octave Bérubé or representative, on the northwest partly by that of said Octave Bérubé and partly by that of Thomas Albert, and on the southeast also by that of Thomas Albert, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Cabano, on WEDNESDAY, the FOURTEENTH day of the month of JUNE, 1950, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Rivière-du-Loup, May 9, 1950. [First insertion: May 13, 1950]

P. E. MARTIN,
Sheriff.

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour de Magistrat

Canada, Province de Québec, District de Kamourask N° 14927. } JEAN PAUL BÉRUBÉ, marchand de Cabano, demandeur; vs ROLAND DOUCET, défendeur.

Le lot dix (10), rang deux (2) Ouest, Rivière Cabano, Seigneurie de Madawaska, (Lac Té-

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Magistrate's Court

Canada, Province of Quebec, District of Kamouraska, No. 14927. } JEAN PAUL BÉRUBÉ, merchant of Cabano, plaintiff vs ROLAND DOUCET, defendant.

Lot ten (10), range two (2) West, Cabano river, Seigniorie Madawaska, (Lake Témiscouata).

miscouata). Le tout avec bâtisses, circonstances et dépendances dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Cabano, MERCREDI, le QUATORZIEME jour du mois de JUIN 1950, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Rivière-du-Loup, le 9 mai 1950. P.-E. MARTIN. 27430-19-2-o
[Première insertion: 13 mai 1950]

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure, District de Montréal

Montréal, à savoir: GOINEAU & BOUSQUET CIE
à savoir: GOINEAU & BOUSQUET CIE
N° 275924. LAUZON, défendeur vs J. W. L'ÉTÉE, demanderesse vs J. W. LAUZON, défendeur & TÉLEPHORE BRASSARD, mis-en-cause.

"Un emplacement ayant front sur la rue St-Denis, en la Cité de Montréal, composé des lots N° un de la subdivision du lot N° cent onze de la subdivision officielle du lot originaire N° deux cent quarante-sept (247-111-1) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Recollet, un de la subdivision du lot N° cent douze de la subdivision officielle du lot originaire N° deux cent quarante sept (247-112-1) du dit cadastre, un de la subdivision du lot N° cent treize de la subdivision officielle du lot originaire N° deux cent quarante sept (247-113-1) du dit cadastre, cent quatorze de la subdivision officielle du lot originaire n° deux cent quarante-sept (247-114) du dit cadastre, un de la subdivision du lot N° cent quinze de la subdivision officielle du lot originaire N° deux cent quarante sept (247-115-1), du dit cadastre, un de la subdivision du lot N° cent seize de la subdivision officielle du lot originaire N° deux cent quarante sept (247-116-1) du dit cadastre, un de la subdivision du lot N° cent dix-sept de la subdivision officielle du lot originaire N° deux cent quarante-sept (247-117-1) du dit cadastre, un de la subdivision du lot N° cent dix-huit de la subdivision officielle du lot originaire N° deux cent quarante sept (247-118-1) du dit cadastre et un de la subdivision du lot N° cent dix-neuf de la subdivision officielle du lot originaire N° deux cent quarante sept (247-119-1) du dit cadastre, avec toutes les bâtisses en voie de construction y érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le 16ième jour de JUIN prochain, à ONZE heures et trente du matin.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
CAISSE & HURTEAU. 27447-19-2-o
Montréal, 10 mai 1950. [Première insertion: 13 mai 1950]

Fieri Facias de Terris

C. S. District de Montréal

Montréal, à savoir: FRIDOLIN DURIVAGE,
N° 278616. FRIDOLIN DURIVAGE, demandeur vs EUGENE PAQUIN, défendeur.

Un emplacement ayant front sur l'avenue Bruxelles, dans la ville de Montréal Nord, composé de deux lots de terre connus et désignés sous les nos. Soixante et Dix et Soixante et Onze de la subdivision officielle du lot N° Quatre-vingt-deux (Nos. 82-70 et 71) des plan et livre de renvoi officiel de la Paroisse du Sault au Récollet.

The whole with buildings, circumstances and dependencies thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Cabano, on WEDNESDAY the FOURTEENTH day of the month of JUNE, 1950, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, P.-E. MARTIN,
Rivière-du-Loup, May 9, 1950. 27430-19-2
[First insertion: May 13, 1950]

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Supérieur Court District of Montreal

Montreal, to wit: GOINEAU & BOUSQUET CIE
to wit: GOINEAU & BOUSQUET CIE
No. 275924 LAUZON, defendant; & TÉLEPHORE BRASSARD, mis-en-cause.

An emplacement fronting on St. Denis street, in the city of Montreal, composed of lots number one of the subdivision of lot number one hundred and eleven of the official subdivision of original lot number two hundred and forty-seven (247-111-1) on the official plan and in the book of reference for the parish of Sault-au-Recollet, one of the subdivision of lot number one hundred and twelve of the official subdivision of original lot number two hundred and forty-seven (247-112-1) of said cadastre, one of the subdivision of lot number one hundred and thirteen of the official subdivision of original lot number two hundred and forty-seven (247-113-1) of said cadastre, one hundred and fourteen of the official subdivision of original lot number two hundred and forty-seven (247-114) of said cadastre, one of the subdivision of lot number one hundred and fifteen of the official subdivision of original lot number two hundred and forty-seven (247-115-1), of said cadastre, one of the subdivision of lot number one hundred and sixteen of the official subdivision of original lot number two hundred and forty-seven (247-116-1) of said cadastre, one of the subdivision of lot number one hundred and seventeen of the official subdivision of original lot number two hundred and forty-seven (247-117-1) of said cadastre, one of the subdivision of lot number one hundred and eighteen of the official subdivision of original lot number two hundred and forty-seven (247-118-1) of said cadastre and one of the subdivision of lot number one hundred and nineteen of the official subdivision of original lot number two hundred and forty-seven (247-119-1) of said cadastre — with all the buildings under construction thereon erected.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the SIXTEENTH day of JUNE next, at ELEVEN THIRTY o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, CAISSE & HURTEAU,
Montreal, May 10, 1950. 27447-19-2
[First insertion: May 13, 1950]

Fieri Facias de Terris

S. C. District of Montreal

Montréal, to wit: FRIDOLIN DURIVAGE,
No. 278616 FRIDOLIN DURIVAGE, plaintiff; vs EUGENE PAQUIN, defendant.

An emplacement fronting on Bruxelles avenue, in the Town of Montreal-North, composed of two lots of land known and designated as numbers seventy and seventy-one of the official subdivision of lot number eighty-two (No. 82-70 and 71) on the official plan and in the book of reference for the Parish of Sault au Récollet.

Avec bâtisses dessus érigées, portant le N° civique 11400 de la dite avenue Bruxelles et toutes dépendances attachées.

Tel que le tout se trouve actuellement avec toutes les servitudes actives et passives apparentes ou occultes attachées au dit immeuble sans réserve.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le 6 JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU. Le Shérif,
 Montréal, 31 mai 1950. 27650-22-2-0
 [Première insertion: 3 juin 1950]

QUÉBEC

Fieri Facias
 Cour de Magistrat

Québec, à savoir: } J. AIME PARENT, de la
 N° 117-130. } ville de Beauport, boucher, contre LIONEL DIONNE, de la ville de Beauport, huissier, à savoir:

La subdivision N° 31 (trente-et-un) du lot N° 468 (quatre cent soixante-huit) et la subdivision N° 26 (vingt-six) du lot N° 473 (quatre cent soixante-treize) du cadastre officiel pour la paroisse de Beauport, comté de Québec, formant un emplacement situé rue St-Cléophas, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de Beauport, comté de Québec, le VINGT-TROISIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, AIMÉ DION. Le Shérif,
 Québec, 16 mai 1950. 27532-20-2-0
 [Première insertion: 20 mai 1950]
 [Seconde insertion: 3 juin 1950]

RIMOUSKI

Canada, province de Québec, cour supérieure District de Québec, } J.-E.-F. MORIN LTÉE,
 N° 56943. } corps politique incorporé ayant son siège social à Lauzon, province de Québec, demandeur vs BENOIT LANDRY, architecte de Montmagny, défendeur et J.-L. LANDRY, huissier de la Cour Supérieure d'Amqui, adjudicataire.

AVIS

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis dans la présente cause qui a eu lieu à la porte de l'église d'Amqui le 6 avril 1950 à 2 heures p.m., aura lieu LUNDI le 19 JUIN 1950 à la porte de l'église d'Amqui, à 11 heures a.m.

Rimouski, le 29 mai 1950.

27631-0 Le Shérif,
 CHARLES GARON.

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Terris

Cour du Magistrat, } ANDRÉ DU-
 District de St-Hyacinthe, } MONT, notaire, des cité et district de Saint-Hyacinthe, demandeur; vs EMERY MATHIEU, peintre, des mêmes lieux, défendeur;

Saisi comme appartenant au défendeur, à titre de propriétaire par indivis:

With the buildings thereon erected, bearing civic No. 11400 of said Bruxelles avenue and all dependencies attached thereto.

As the whole presently subsists with all the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immovable without reserve.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the SIXTH day of JULY, next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, CAISSE & HURTEAU, Sheriff.
 Montreal, May 31, 1950. 27650-22-2
 [First insertion: June 3, 1950]

QUÉBEC

Fieri Facias
 Magistrate's Court

Quebec, to wit: } J. AIME PARENT, of the
 No. 117-130. } town of Beauport, butcher; against LIONEL DIONNE, of the town of Beauport, bailiff, to wit:

Subdivision No. 31 (thirty-one) of lot No. 468 (four hundred and sixty-eight) and subdivision No. 26 (twenty-six) of lot No. 473 (four hundred and seventy-three) of the official cadastre for the parish of Beauport, county of Quebec, being an emplacement situate on St-Cléophas Street,—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Beauport, county of Quebec, on the TWENTY-THIRD day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, AIMÉ DION, Sheriff.
 Québec, May 16, 1950. 27532-20-2
 [First insertion: May 20, 1950]
 [Second insertion: June 3, 1950]

RIMOUSKI

Canada, province of Quebec, Superior Court District of Quebec, } J. E. F. MORIN LTÉE,
 No. 56943. } a body politic and corporate having its head office at Lauzon, province of Quebec, plaintiff; vs BENOIT LANDRY, architect, of Montmagny, defendant; and J. L. LANDRY, bailiff of the Superior Court of Amqui, adjudicator.

NOTICE

Notice is hereby given that the sale of the immovables seized in the present case which took place at the church door of Amqui, on the 6th of April, 1950, at 2 o'clock p.m., will be held on MONDAY the 19th day of JUNE, 1950, at the church door of Amqui, at 11 o'clock a.m.

Rimouski, May 29, 1950.

27631 CHARLES GARON,
 Sheriff.

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Terris

Magistrate's Court, } ANDRÉ DU-
 District of St-Hyacinthe. } MONT, notary, of the city and district of Saint-Hyacinthe, plaintiff; vs EMERY MATHIEU, painter, of the same place, defendant.

Seized, as belonging to the defendant under joint ownership, "par indivis":

Un immeuble situé sur le côté nord de la rue Sainte-Marie, dans les cité et district de Saint-Hyacinthe, de soixante-seize pieds de front (76), par soixante-six pieds de profondeur, (66), plus ou moins, connu et désigné sous le numéro six cent trente-deux (No. 632) du plan cadastral de la cité de St-Hyacinthe, avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à mon bureau, au Palais de Justice, à Saint-Hyacinthe, le SAMEDI, HUITIEME jour de JUILLET 1950, à 10 heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, RICHARD BOUSQUET,
Saint-Hyacinthe, le 31 mai 1950. 27651-22-2-0
[Première insertion: 3 juin 1950]

An immovable on the north side of Sainte-Marie Street, in the city and district of Saint-Hyacinthe, measuring seventy-six feet in front (76) by sixty-six feet in depth (66), more or less, known and designated under number six hundred and thirty-two (No. 632) of the cadastral plan for the city of St-Hyacinthe—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the Court House, at Saint Hyacinthe, on SATURDAY the EIGHTH day of JULY, 1950, at TEN o'clock in the forenoon.

RICHARD BOUSQUET,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint-Hyacinthe, May 31, 1950. 27651-22-2
[First insertion: June 3, 1950]

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 22

Index of the Quebec Official Gazette, No. 22

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:

Granger vs Gareau. 1539

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

582, section "A" — Employés de laiterie dans les cités de Québec et Lévis. 1539
582, section "B" — Métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans les villes de Victoriaville, Arthabaska *et al.* 1541
582, section "C" — Métiers de barbier et coiffeur dans la région de Sherbrooke. 1542
585 — Concernant le lac Bog.
Concernant la chasse à la perdrix de savane et à la perdrix grise. 1544

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

1523

AVIS DIVERS:

Coopérative d'Habitation des Machinistes de Montréal (Fondation). 1539
Le Téléphone Labelle Limitée (Distribution de l'actif). 1539
Syndicat Coopératif de la Salle Paroissiale de Berthier (Fondation). 1538
Syndicat Coopératif de St-Joseph de Lévis (Fondation). 1539
Village Modèle de St-Timothée, Cté Beauharnois (Fondation). 1538

CHARTES — ABANDON DE:

Delmay Fashions Inc. 1546
D. Turove Limited. 1545
Girard Frères Limitée 1545
Le Téléphone Labelle Limitée 1546
M. G. M. Fashions Ltd. 1545
Michael Fink Textiles Inc. 1546

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

AGRICULTURE:

Société d'agriculture numéro deux du comté de Compton — Compton County Agricultural Society No. 2. 1546

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Municipalité scolaire de:
Baie d'Urfé-Senneville (Protestante) 1547
Dionne 1547

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Granger vs Gareau. 1539

ORDERS IN COUNCIL:

582, part "A" — Dairy employees in the cities of Quebec and Lévis. 1539
582, part "B" — Barber and hairdressing trades in the towns of Victoriaville, Arthabaska *et al.* 1541
582, part "C" — Barber and hairdressing trades in the district of Sherbrooke. 1542
585 — Concerning Bog Lake.
— Concerning the hunting of Spruce and Birch Partridge. 1544

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

1523

MISCELLANEOUS NOTICES:

Coopérative d'Habitation des Machinistes de Montréal (Fondation). 1539
Le Téléphone Labelle Limitée (Distribution of the assets). 1539
Syndicat Coopératif de la Salle Paroissiale de Berthier (Fondation). 1538
Syndicat Coopératif de St-Joseph de Lévis (Fondation). 1539
Village Modèle de St-Timothée, Cté Beauharnois (Fondation). 1538

CHARTERS — SURRENDER OF:

Delmay Fashions Inc. 1546
D. Turove Limited. 1545
Girard Brothers Limited. 1545
Le Téléphone Labelle Limitée 1546
M. G. M. Fashions Ltd. 1545
Michael Fink Textiles Inc. 1546

DEPARTMENTAL NOTICES:

AGRICULTURE:

Société d'agriculture numéro deux du comté de Compton — Compton County Agricultural Society No. 2. 1546

EDUCATION:

School Municipality of:
Baie d'Urfé-Senneville (Protestant) 1547
Dionne 1547

Grosses-Roches.	1547	Grosses-Roches.	1547
Notre-Dame-du-Nord	1546	Notre-Dame-du-Nord	1546
Paspébiac.	1547	Paspébiac.	1547
TERRES ET FORÊTS:		LANDS AND FOREST:	
Service du Cadastre:		Cadastral Branch:	
Charlesbourg, paroisse de	1547	Charlesbourg, parish of.	1547
TRAVAIL:		LABOUR:	
Comité paritaire de l'industrie des gants fins (Modification)	1548	Parity Committee of the Fine Glove Industry (Amendment).	1548
Comité paritaire des Arts graphiques du Saguenay (Prélèvement).	1551	Comité paritaire des Arts graphiques du Saguenay (Levy)	1551
Comité paritaire des barbiers, coiffeurs et coiffeuses des Trois-Rivières (Modification)	1548	Parity Committee of Barbers, Male and Female Hairdressers of Trois-Rivières (Amendment)	1548
Comité paritaire du commerce de détail des Cantons de l'Est (Prélèvement)	1549	Eastern Townships Retailers' Joint Committee (Levy)	1549
Commission conjointe des coiffeurs pour dames de Montréal (Prélèvement)	1552	Joint Commission of the Ladies Hair-dressing Trade of Montreal (Levy)	1552
TRÉSOR:		TREASURY:	
<i>Assurances:</i>		<i>Insurance:</i>	
La Compagnie d'Assurances Mutuelles des Marchands Détaillants.	1554	Retail Merchants Mutual Insurance Company.	1554
VOIRIE:		ROADS:	
Fermeture de chemins.	1554	Roads closed	1554
EXAMENS DU BARREAU:		BAR EXAMINATIONS:	
Laurentides: étude du droit	1555	Laurentides: study of law.	1555
St-François: pratique du droit.	1555	St. Francis: practice of law.	1555
GREFFE DE NOTAIRE:		NOTARIAL RECORD:	
Stevenson, Frederick K.	1554	Stevenson, Frederick K.	1554
LETTRES PATENTES:		LETTERS PATENT:	
Bouchard & Bourret Ltée.	1524	Bouchard & Bourret Ltée.	1524
Canadian Arts Renovation Incorporated	1525	Canadian Arts Renovation Incorporated	1525
Canasta Café Inc.	1525	Canasta Café Inc.	1525
Continental Housing Corporation.	1525	Continental Housing Corporation.	1525
Cowansville Building Supplies, Ltd.	1526	Cowansville Building Supplies, Ltd.	1526
Drive Yourself Ste-Foy Inc.	1526	Drive Yourself Ste-Foy Inc.	1526
Duskes Hardware, Incorporated	1526	Duskes Hardware, Incorporated	1526
Gumbo Café Limited.	1527	Gumbo Café Limited.	1527
Jerry Motor Sales Limited	1527	Jerry Motor Sales Limited	1527
Koolmaster Company of Canada Limited	1527	Koolmaster Company of Canada Limited	1527
La Librairie Variétés Limitée.	1527	La Librairie Variétés Limitée.	1527
La Manécanterie des Petits Chanteurs à la Croix de Bois de Québec, Inc.	1528	La Manécanterie des Petits Chanteurs à la Croix de Bois de Québec, Inc.	1528
Laurentian Food Products Ltd.	1528	Laurentian Food Products Ltd.	1528
Le Cercle Sportif Longueuil Inc.	1528	Le Cercle Sportif Longueuil Inc.	1528
Le Chauffage Moderne Limitée.	1529	Le Chauffage Moderne Limitée.	1529
Les Biscuits du Lac, Inc.	1529	Les Biscuits du Lac, Inc.	1529
L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Mackayville Incorporée.	1530	L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Mackayville Incorporée.	1530
Mont-Royal Radio Taxi Limited.	1530	Mont-Royal Radio Taxi Limited.	1530
Processed Wood Inc.	1530	Processed Wood Inc.	1530
Red Birds Ski Club	1531	Red Birds Ski Club	1531
Regent Apartments Inc.	1531	Regent Apartments Inc.	1531
Robinson Petroleum Products Inc.	1531	Robinson Petroleum Products Inc.	1531
Royal Flooring Company Limited.	1532	Royal Flooring Company Limited.	1532
Service Automatique Ltée.	1532	Service Automatique Ltée.	1532
Standard Welding Supplies Ltd.	1532	Standard Welding Supplies Ltd.	1532
St. George Auto Ltd.	1532	St. George Auto Ltd.	1532
Théâtre Riviera, Limitée — Riviera Theatre, Limited	1533	Théâtre Riviera, Limitée — Riviera Theatre, Limited	1533
The Matamajaw Salmon Club, Inc.	1533	The Matamajaw Salmon Club, Inc.	1533
The Ormstown Medical Centre Pro-		The Ormstown Medical Centre Pro-	

perties Association	1533	perties Association	1533
Thomas R. Fisher Limited.	1534	Thomas R. Fisher Limited.	1534
Vatel Sous-Vêtements Ltée.	1534	Vatel Sous-Vêtements Ltée.	1534

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Cercueils Victoriaville Limitée — Victoriaville Caskets Limited.	1534
City Realities & Mortgages Ltd.	1535
Compagnie Trudeau Ltée.	1555
Consolidated Rochette Mines Ltd.	1555
Dupuis, Parizeau, Tremblay, Limitée.	1535
Edgar Charbonneau Limitée	1535
Epiciers Unis Incorporée — United Grocers Incorporated.	1536
Flintkote Mines Limited.	1536
Fox & Walker Ltd.	1535
Garage Viau Limitée — Viau Garage Limited.	1536
H. Smith Transport Limited.	1536
J. R. Boisvert & Compagnie Ltée — J. R. Boisvert & Company Ltd.	1537
Produits Kent Limitée.	1537
Quebec Meubles, Inc. — Quebec Furniture, Inc.	1537
Salaison St-Jérôme Ltée	1538
Watchstraps Inc.	1538

Cercueils Victoriaville Limitée — Victoriaville Caskets Limited.	1534
City Realities & Mortgages Ltd.	1535
Compagnie Trudeau Ltée.	1555
Consolidated Rochette Mines Ltd.	1555
Dupuis, Parizeau, Tremblay, Limitée.	1535
Edgar Charbonneau Limitée	1535
Epiciers Unis Incorporée — United Grocers Incorporated.	1536
Flintkote Mines Limited.	1536
Fox & Walker Ltd.	1536
Garage Viau Limitée — Viau Garage Limited.	1536
H. Smith Transport Limited.	1536
J. R. Boisvert & Compagnie Ltée — J. R. Boisvert & Company Ltd.	1537
Produits Kent Limitée.	1537
Quebec Meubles, Inc. — Quebec Furniture, Inc.	1537
Salaison St-Jérôme Ltée	1538
Watchstraps Inc.	1538

NOMINATION:

APPOINTMENT:

Monty, Henri	1556
------------------------	------

Monty, Henri	1556
------------------------	------

PROCLAMATION:

PROCLAMATION:

Concernant la mise en vigueur de la Loi concernant la charte de l'Université de Montréal.	1556
---	------

Concerning the coming into force of the Act respecting the charter of The University of Montreal	1556
--	------

SIÈGES SOCIAUX:

HEAD OFFICES:

Capitol Jewellers Inc.	1557
Eastern Whitewear Company Limited.	1558
Henri Harwood & Compagnie (Ltée)	1557
Mountain Crest Mines, Limited	1557

Capitol Jewellers Inc.	1557
Eastern Whitewear Company Limited.	1558
Henri Harwood & Compagnie (Ltée)	1557
Mountain Crest Mines, Limited	1557

SOUMISSIONS:

TENDERS:

Immaculée-Conception de Lachute-Mills, commission scolaire de.	1559
Onslow, commission scolaire protestante de	1558
Plessisville, village de.	1560

Immaculée-Conception de Lachute-Mills, School Commission of.	1559
Onslow, Protestant School Commission of.	1558
Plessisville, village of.	1560

VENTES, LOI DE FAILLITE:

SALES, BANKRUPTCY ACT:

Gagnon, Robert-G.	1561
Jourdain, Maurice-Adam	1562
Vallée, Wilfrid.	1562

Gagnon, Robert-G.	1561
Jourdain, Maurice-Adam	1562
Vallée, Wilfrid.	1562

VENTES PAR LICITATION:

SALES BY LICITATION:

Fleury vs Légaré et al.	1565
Goyer vs Goyer et al.	1563
Hudon et vir vs Hudon et al.	1564

Fleury vs Légaré et al.	1565
Goyer vs Goyer et al.	1563
Hudon et vir vs Hudon et al.	1564

VENTES POUR TAXES:

SALES FOR TAXES:

St-Lambert, cité de	1566
-------------------------------	------

St-Lambert, city of.	1566
------------------------------	------

VENTES PAR SHÉRIFS:

SHERIFFS' SALES:

BEAUCE:

BEAUCE:

Fleury vs Lacasse.	1567
----------------------------	------

Fleury vs Lacasse.	1567
----------------------------	------

GASPÉ:

GASPÉ:

Vaillancourt vs Pelletier	1567
-------------------------------------	------

Vaillancourt vs Pelletier	1567
-------------------------------------	------

KAMOURASKA:

Bérubé vs Doucet. 1568
 Lagacé vs Héritiers Joseph Lavoie. 1568

MONTRÉAL:

Durivage vs Paquin. 1569
 Goineau & Bousquet Cie Ltée vs Lauzon. 1569

QUÉBEC:

Parent vs Dionne. 1570

RIMOUSKI:

J.-E.-F. Morin Ltée vs Landry. 1570

SAINT-HYACINTHE:

Dumont vs Mathieu. 1570

27659-o

KAMOURASKA:

Bérubé vs Doucet. 1568
 Lagacé vs Heirs of Joseph Lavoie. 1568

MONTREAL:

Durivage vs Paquin. 1569
 Goineau & Bousquet Cie Ltée vs Lauzon. 1569

QUEBEC:

Parent vs Dionne. 1570

RIMOUSKI:

J.-E.-F. Morin Ltée vs Landry. 1570

SAINT HYACINTHE:

Dumont vs Mathieu. 1570

27659-o